



N° 5 - juillet 2013

Panorama au 2 juillet 2013

Éditorial

L'activité des IAA ralentit au 1^{er} trimestre 2013

En mai 2013, l'excédent commercial agroalimentaire français a diminué sur un an. Sur les cinq premiers mois de l'année, il dépasse cependant le niveau record atteint en 2012 sur la même période (*En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013*). En mai, la hausse sur un an de l'excédent des produits agricoles bruts ne suffit plus à compenser la baisse de l'excédent en produits transformés, observée depuis février 2013. Les exportations françaises de produits transformés stagnent, notamment celles de vins qui soutenaient la croissance en 2012, alors que les importations augmentent pour quasiment tous les produits (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, juillet 2013*).

Au premier trimestre 2013, l'excédent commercial des industries agroalimentaires a principalement souffert d'un

ralentissement sur un an des exportations de sucre et de produits de seconde transformation. Sur l'ensemble du trimestre, la production de ces produits, et encore plus nettement celle des boissons, a été réduite par rapport au premier trimestre 2012 (*L'activité des IAA se stabilise en 2012, IAA n° 2013/209, avril 2013*). De plus, les abattages limités et la collecte laitière moins abondante ont affecté les productions de viandes et produits dérivés et de produits laitiers. Avril 2013 marque toutefois une reprise des fabrications de produits laitiers de grande consommation, au détriment des fabrications de produits industriels plus sensibles aux disponibilités réduites de lait (*Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait, Industries agroalimentaires n° 2013/217, juillet 2013*). Malgré cette baisse d'activité, le chiffre d'affaires global de la filière agroalimentaire française a progressé sur un an grâce à des prix élevés, notamment ceux des aliments pour animaux et des

huiles et graisses qui ont répercuté l'envolée du prix des matières premières. Il dépasse nettement le montant record atteint au 1^{er} trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix. Le niveau des prix n'a pas freiné la demande des ménages français qui, selon l'Insee, ont globalement maintenu leur consommation de produits transformés et frais au premier trimestre 2013.

S'agissant des produits agricoles bruts, les ventes de céréales et de pomme de terre entre janvier et mai 2013 ont fortement stimulé la croissance sur un an des exportations et l'excédent commercial a progressé avec les pays de l'Union européenne comme avec les pays tiers. Les exportations de blé tendre ont profité de la hausse des prix, ainsi que des quantités vendues, notamment à l'Algérie, au Royaume-Uni et au Yémen. Les ventes de maïs ont principalement répondu à la demande européenne. Les importations françaises, notamment de colza,

ont aussi augmenté sur un an, mais dans une moindre mesure. Pour la campagne 2013/2014, les échanges extérieurs de céréales risquent d'être moins dynamiques pour la France et les autres pays européens, en particulier pour ce qui concerne l'approvisionnement de l'Afrique du Nord, avec le retour d'un fort disponible exportable des pays de la mer Noire et du Kazakhstan sur les marchés mondiaux. Les prix mondiaux de blé et de maïs de la campagne 2012/2013 se sont détendus à partir de la fin 2012, après avoir atteint un pic en novembre. En mai et juin 2013, dans un contexte mondial où les récoltes s'annoncent abondantes, les cours français du blé tendre chutent. Ceux du maïs se maintiennent, la récolte étant plus lointaine. Pour la campagne 2013/2014, le bilan mondial de maïs serait excédentaire, plus nettement que le bilan de blé, permettant de reconstituer les stocks mondiaux (*Blé et maïs : vers des bilans 2013/2014 à nouveau excédentaires, Céréales n° 2013/213, juillet 2013*). Pour les oléagineux, la campagne 2012/2013 a aussi été marquée par une flambée exceptionnelle des cours du soja à Chicago pendant l'été 2012, malgré un bilan finalement équilibré. Pour la campagne 2013/2014, la production mondiale de soja s'annonce particulièrement abondante, permettant également de renflouer les stocks mondiaux (*Une production mondiale de soja annoncée à un niveau record pour 2013, Oléagineux n° 2013/214, juillet 2013*). En France, les cours du colza et du tournesol ont fléchi dans la seconde partie de la campagne 2012/2013, tout en restant à des niveaux élevés.

Selon les dernières estimations de récolte au 1^{er} juillet 2013 du Service de la statistique et de la prospective, les rendements français en 2013 avoisineraient le rendement moyen 2008-2012 pour les céréales à paille. La production française de blé tendre de 2013 dépasserait légèrement celle de 2012. S'agissant du maïs, la sole de maïs-grain est pour l'heure prévue en hausse mais des incertitudes persistent du fait de difficultés d'ensemencement dans le Sud-Ouest, et d'éventuels transferts vers le maïs-four-

rage. La situation est contrastée pour les oléagineux, avec un net recul de la sole de colza mais une extension de celle de tournesol (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juillet 2013*).

Les surfaces de pomme de terre progresseraient, à la suite des bons résultats de la campagne 2012-2013. En effet, sur les neuf premiers mois de la campagne entre septembre 2012 et mai 2013, le solde commercial français est à nouveau excédentaire en valeur, malgré la stabilité des volumes échangés. Il profite de la très forte hausse du prix de la pomme de terre en frais, majoritairement exportée, dans un contexte de baisse importante de la production, en France et dans les principaux pays exportateurs européens, suite à la réduction des surfaces et des rendements. Le prix de la pomme de terre transformée, plutôt importée, est quant à lui resté stable (*Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre, Pomme de terre n° 2013/215, juillet 2013*).

Le mois de juin 2013 se caractérise par une offre peu abondante tant en fruits qu'en légumes. La production de légumes et fruits, de même que le comportement des consommateurs, est en effet affectée comme les mois précédents par les conditions climatiques – pluies contrastées, températures basses et faible luminosité (*Infos rapides Climatologie, juillet 2013*) – qui ont provoqué des retards sur la totalité des calendriers de récolte. Malgré la faiblesse de la demande, les petits volumes récoltés ont des répercussions sur les prix qui dépassent ceux de juin 2012 de 11 % pour les légumes et de 15 % pour les fruits.

Pour plusieurs produits – courgette, tomate, fraise, cerise –, la situation du marché est orientée à la baisse en juin. Après un début de saison très actif, le marché de la courgette a fléchi courant juin même si, en moyenne sur le mois, ses prix dépassent de 11 % ceux des années précédentes (*Infos rapides Courgette, juillet 2013*). Le marché de la tomate s'avère également peu dynamique. Ses prix s'établissent à un niveau inférieur aux années précédentes, la demande demeurant en retrait

face à la mise en marché (*Infos rapides Tomate, juillet 2013*). Pour les fruits, la demande de fraise gariguette a été insuffisante, la fraise ronde retrouvant la faveur des consommateurs après quelques jours de crise. La production de fraise de juin rattrape son déficit du début de campagne et les prix sont nettement inférieurs aux prix moyens (*Infos rapides Fraise, juillet 2013*). Depuis le 20 juin, le prix du bigarreau, qui constitue la majorité des volumes de cerise, plonge en frôlant le seuil de crise, même si le prix de la cerise en moyenne sur le mois dépasse de 10 % son prix moyen 2008-2012 (*Infos rapides Cerise, juillet 2013*).

Au contraire pour les autres produits de saison – concombre, melon, chou-fleur, salades, carotte, pêche, abricot, pomme – la situation du marché est très favorable avec des prix dépassant nettement ceux de juin 2012. Pour le concombre, la demande absorbe régulièrement les volumes disponibles, le pic de production en juin et juillet étant proche de celui de 2012, et le prix à la production dépasse nettement les prix des années précédentes (*Infos rapides Concombre, juillet 2013*). Pour le melon, les prix sont aussi très élevés, les volumes s'avérant en recul pour cette campagne, à cause des pertes dues à la grêle et au manque de luminosité (*Infos rapides Melon, juillet 2013*). Pour le chou-fleur, les prix dépassent de moitié ceux d'une année normale, même si le début de la campagne de commercialisation est chaotique, la production étant présente mais la demande irrégulière (*Infos rapides Chou-fleur, juillet 2013*). Comme les salades (*Infos rapides Chicorée et Laitue, juin 2013*), la carotte démarre sa campagne sur des prix nettement supérieurs en juin à ceux des années précédentes. Elle jouit d'une consommation très dynamique (*Infos rapides Carotte, juin 2013*). S'agissant des fruits à noyaux, les prix à la production de la pêche-nectarine et, surtout de l'abricot, sont fortement supérieurs à ceux de juin 2012, leur commercialisation ayant débuté sur des volumes très nettement inférieurs à la moyenne pour la pêche et moindres pour l'abricot (*Infos rapides Pêche et Abricot, juin 2013*). La pomme affiche également des prix très hauts en juin

(*Infos rapides Pomme, juillet 2013*). La production de la nouvelle campagne 2013/2014 retrouverait son niveau moyen après une production catastrophique en 2012 qui s'est traduite par des stocks de pomme et poire en fin de campagne bien inférieurs à ceux de mai 2012 (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, juin 2013*).

En mai 2013, les prix à la production des animaux de boucherie se maintiennent globalement à un niveau très nettement supérieur aux prix moyens 2008-2012, même si les évolutions sont contrastées selon les animaux. Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production, la hausse des prix sur un an est forte et stabilisée pour les gros bovins entre avril et mai, elle s'accroît pour les ovins et se réduit au contraire pour les porcins. En mai 2013, les abattages de bovins – sauf de taurillons – sont moins nombreux qu'en mai 2012, de même que les abattages d'ovins (*Infos rapides Bovins-Ovins, juin 2013*). À l'inverse, ceux de porcins progressent (*Infos rapides Porcins, juin 2013*). Sur les quatre premiers mois de l'année, la production bovine est plus faible qu'en 2012. Le recul de la production bovine est surtout important en avril, les exportations de bovins finis diminuant du quart en un an suite à la baisse des demandes italienne et turque, et à la diminution des abattages. La production ovine progresse très légèrement sur un an. La production porcine est légèrement inférieure à celle de 2012 sur les quatre premiers mois mais elle se stabilise en avril.

En mai 2013, les abattages de volailles ont progressé pour les principales

espèces, à l'exception du canard à rôti. Au premier trimestre 2013, la production de volailles s'est quasiment stabilisée par rapport à 2012, mais la consommation s'est repliée. Les importations de viandes et préparations de volailles ont légèrement augmenté, mais moins que les exportations (*Infos rapides Aviculture, juillet 2013*).

En 2012, la production française de foie gras a été moins importante qu'en 2011, de même que la consommation apparente. La France n'en reste pas moins le principal fournisseur et consommateur mondial. Les quantités achetées par les ménages ont progressé, tandis que la consommation en restauration collective a diminué. Le solde du commerce extérieur s'est réduit, surtout en volume. En valeur, il est resté largement positif, les exportations portant pour une large part sur des produits transformés alors que les importations étaient presque exclusivement constituées de produits crus. Les exportations ne se sont repliées que légèrement, malgré la baisse des achats espagnols, alors que les importations demeuraient quasiment à leur niveau de 2011. Début 2013, le recul de la production se serait confirmé (*La production française de foie gras ralentit en 2012, Aviculture n° 2013/216*).

Concernant les produits animaux, la production d'œufs au premier trimestre 2013 est supérieure de 27 % à celle observée un an auparavant. En avril, les mises en place de poulettes ont toutefois marqué une pause, diminuant par rapport à l'année précédente après un an et demi de progression continue.

Dans un contexte de forte production et de demande stable, le prix à la production de l'œuf continuait de se replier en mai 2013. Il est inférieur depuis mars 2013 à son niveau moyen 2008-2012.

En mai 2013, la collecte de lait de vache était en baisse de 2 % sur un an, un recul toutefois moins marqué que celui observé les trois mois précédents (plus de 4 %) du fait de conditions climatiques très défavorables (*Infos rapides Lait, juillet 2013*). La persistance des pluies et du froid ont en effet perturbé les récoltes de fourrages et la mise en herbe des animaux au printemps. En mai 2013, un rattrapage de la production fourragère s'est amorcé et, en juin, la pousse d'herbe est normale ou excédentaire sur la majeure partie du territoire grâce à des températures plus proches des normales saisonnières (*Infos rapides Prairies, juillet 2013*). L'herbe a subi le même retard végétatif que les autres productions végétales, sans que les volumes soient pénalisés.

En mai 2013, le prix d'achat des moyens de production agricole est resté stable, à un haut niveau, par rapport à avril 2013. Depuis le début de l'année, le prix d'achat des moyens de production est supérieur de 6 % à celui observé sur la même période de 2012, du fait de la hausse des prix des aliments pour animaux et des semences, le prix des engrais et amendements étant stable et celui de l'énergie en légère baisse (*Infos rapides Moyens de production, juillet 2013*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Blé et maïs : vers des bilans mondiaux 2013/2014 à nouveau excédentaires <i>Céréales</i>	7	<i>A. Renaud</i>
Une production mondiale de soja annoncée à un niveau record pour 2013 <i>Oléagineux</i>	11	<i>A. Renaud</i>
Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre <i>Pomme de terre</i>	15	<i>G. Wemelbeke</i>
La production française de foie gras ralentit en 2012 <i>Aviculture</i>	21	<i>C. Pendariès</i>
L'activité des IAA se stabilise en 2012 <i>IAA</i>	25	<i>H. Bouhalli</i>
Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait <i>IAA</i>	39	<i>H. Bouhalli</i>
Organismes et abréviations	45	
Pour en savoir plus	47	

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 3/4, juillet 2013	<i>L. Bernadette</i>
Animaux de boucherie - Bovins et Ovins, n° 06/11, juin 2013	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 06/11, juin 2013	<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 07/11, juillet 2013	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 1/6, juin 2013	<i>P. Arnoux</i>
Cerise, n° 3/3, juillet 2013	<i>L. Bernadette</i>
Chicorée, n° 1/5, juin 2013	<i>P. Arnoux</i>
Chou-fleur, n° 1/6, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 07/12, juillet 2013	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 7/12, juillet 2013	<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 3/5, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 2/4, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Endive, n° 5/5, juin 2013	<i>P. Arnoux</i>
Fraise, n° 4/4, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 5/10, juillet 2013	<i>A. Renaud</i>
Lait, n° 06/12, juin 2013	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 1/6, juin 2013	<i>P. Arnoux</i>
Melon, n° 2/5, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Moyens de production, n° 7/10, juillet 2013	<i>H. Bouhalli, A. Viguié</i>
Pêche, n° 3/5, juillet 2013	<i>L. Bernadette</i>
Poireau, n° 1/5, juin 2013	<i>P. Arnoux</i>
Pomme, n° 2/6, juillet 2013	<i>L. Bernadette</i>
Prairies, n° 3/7, juin 2013	<i>L. Grassart</i>
Stocks Pomme-Poire, n° 9/10, juin 2013	<i>L. Bernadette</i>
Tableau de bord mensuel des IAA, juillet 2013	<i>C. Barry</i>
Tomate, n° 3/6, juillet 2013	<i>P. Arnoux</i>
Viticulture, n° 1, juillet 2013	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

[Retour éditorial](#)

Blé et maïs : vers des bilans mondiaux 2013/2014 à nouveau excédentaires

Durant la campagne 2012/2013, les prix mondiaux du blé et du maïs, qui conditionnent les prix français, ont dépassé de plus de 15 % leur niveau moyen de la campagne 2011/2012. Des bilans globalement fragiles associés à des perspectives de récoltes réduites ont généré la flambée des cours de l'été 2012. La campagne 2013/2014 s'annonce actuellement plus apaisée, et les cours, particulièrement pour le blé, ont terminé la campagne 2012/2013 à la baisse. Pour le blé tendre, le retour en 2013 à des niveaux plus élevés des productions de la mer Noire assurerait un disponible exportable plus important. Aux États-Unis, une récolte abondante de maïs contribuerait à reconstituer les stocks.

Des bilans mondiaux 2012/2013 déficitaires, sources de tensions durant la première moitié de campagne

Au cours de l'été 2012, la dégradation progressive des perspectives de récolte aux États-Unis, en lien avec des conditions climatiques très sèches, a fragilisé le bilan mondial de maïs. La campagne 2012/2013 est la première campagne depuis celle de 1995/1996 pour laquelle la consommation mondiale s'est réduite d'une année à l'autre. Le ratio entre les stocks de fin de campagne estimés et la consommation totale, qui illustre le déséquilibre entre offre et demande, a chuté à 14 %, soit son plus bas niveau depuis la campagne 2003/2004.

Dans ce contexte, les cours français du maïs ont atteint des sommets en 2012. Entre la première et la dernière semaine de juillet, le cours du maïs

rendu Bordeaux a grimpé de 37 €/t. De juillet à décembre, il a atteint 242 €/t en moyenne, soit 25 % de plus qu'au début de la campagne 2011/2012. La récolte française de maïs grain y c. semences, à 15,3 Mt, a reculé de 3,7 % sur un an, les rendements étant plus bas que ceux de l'exceptionnelle année 2011. Les exportations françaises de la campagne 2012/2013 perdraient 8 % par rapport à la campagne précédente, avec des volumes toujours majoritairement expédiés vers l'Union européenne.

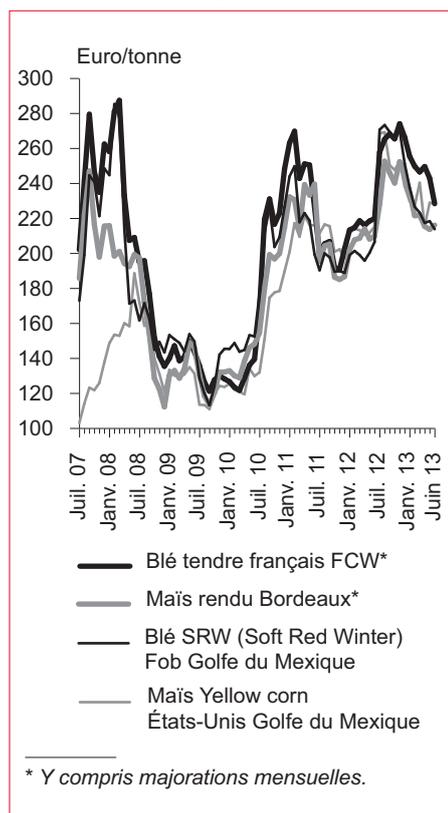
Sous l'influence du maïs, les cours du blé tendre se sont emballés durant l'été 2012. Entre le début et la fin juillet, le blé rendu Rouen s'est apprécié de 23 €/t. Le bilan mondial de blé tendre, plus tendu que lors de la campagne 2011/2012, a aussi contribué au renchérissement des cours. La récolte mondiale s'est établie à 655 Mt, soit 41 Mt de moins que le record de 2011.

Les exportations totales des pays de la mer Noire ont chuté de 14 Mt à la suite d'une sécheresse rude qui a nui aux rendements. En France, la production de blé tendre atteindrait 35,9 Mt, en légère hausse par rapport à 2012 malgré une baisse du rendement moyen, actuellement estimé à 71,9 q/ha (- 1,1 q/ha sur un an). Les exportations françaises de blé tendre de la campagne 2012/2013, en hausse de 7 %, atteindraient 7 Mt vers l'Union européenne et 10 Mt vers les pays tiers grâce à une demande dynamique.

Net repli des cours céréaliers à partir de fin 2012

Après un pic observé en novembre 2012, les prix des céréales ont reculé en fin d'année et début 2013. Entre novembre et février, le blé tendre a perdu 27 €/t en France, et le maïs 31 €/t. Cette chute serait en partie liée à des prises de bénéfices sur les

Chute des cours du blé tendre en fin de campagne 2012/2013



Source : La Dépêche

marchés et aux bonnes récoltes dans l'hémisphère sud. Les cours se sont globalement stabilisés à partir de février 2013, avant de repartir à la baisse durant le deuxième trimestre : fin mars, le rapport du département américain de l'agriculture (USDA), a annoncé des stocks de fin de campagne plus hauts que prévu, en particulier pour le maïs, entraînant les cours à la baisse. Les perspectives de récoltes 2013/2014, prometteuses, ont également contribué à la détente des marchés. En mai puis surtout en juin 2013, les cours du blé français ont chuté. Mi-juin, le blé rendu Rouen est retombé en dessous de 200 €/t, alors que le cours du maïs, encore coté en ancienne récolte, demeure stable, à 210 €/t.

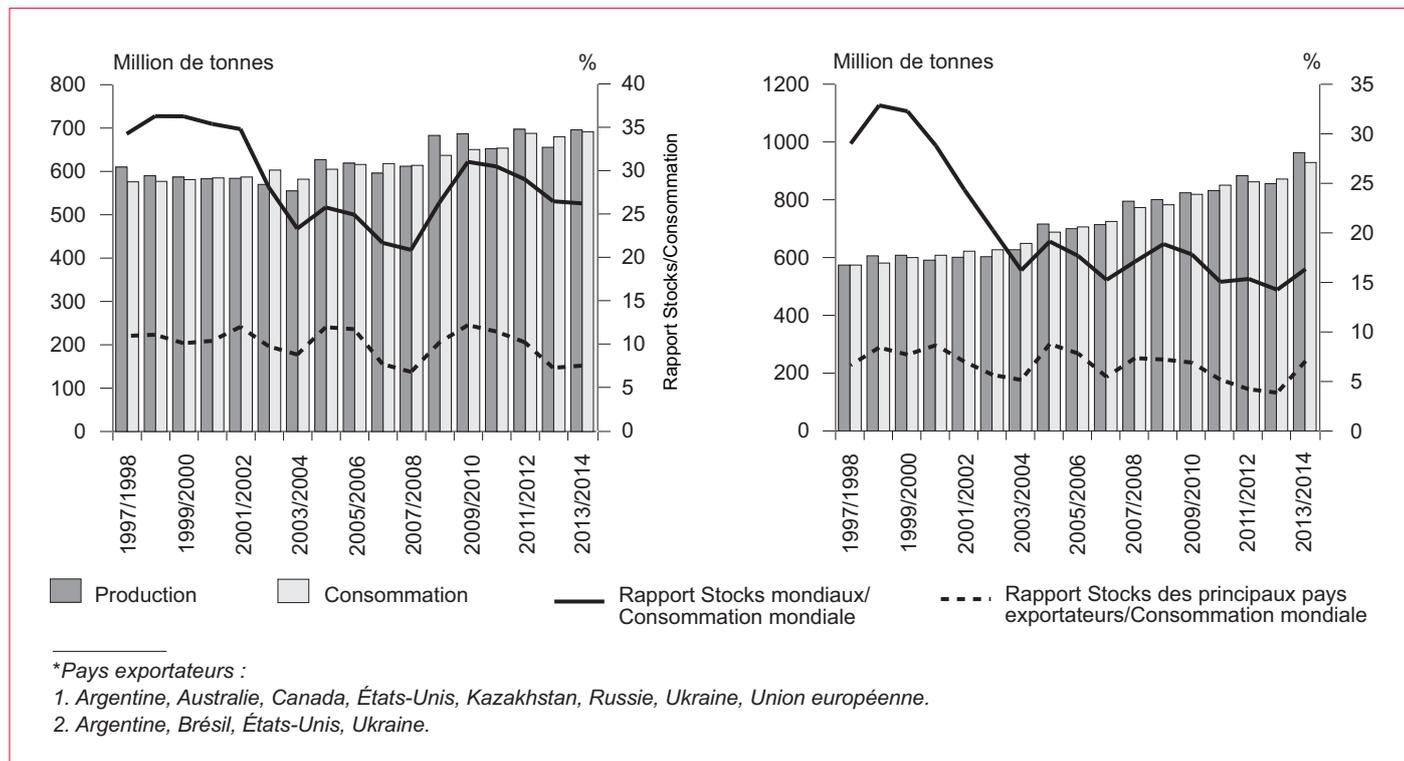
Blé tendre : bilan 2013/2014 proche de l'équilibre, mais dépendant du niveau de production des pays de la mer Noire

Le bilan mondial 2013/2014 de blé tendre serait légèrement excédentaire, la production s'établissant à 696 Mt pour l'USDA et à 682 Mt pour le Comité international des céréales (CIC), soit des hausses respectives de 6 % et 4 % par rapport aux 655 Mt effective-

ment récoltés en 2012. La consommation progresserait aussi, mais dans une moindre mesure.

La production de blé tendre augmenterait notamment dans les pays de la mer Noire et au Kazakhstan, après les faibles niveaux récoltés en 2012/2013. D'après l'USDA, elle se porterait à 54 Mt en Russie (+ 43 %), à 19,5 Mt en Ukraine (+ 24 %) et à 15 Mt au Kazakhstan (+ 52 %). Leur disponible exportable s'accroissant, ces pays compteraient pour 23 % du commerce mondial. Leur contribution varie beaucoup selon les années, les récoltes étant fortement soumises aux aléas climatiques. Depuis 2000, la production de blé tendre atteint en moyenne 48 Mt en Russie, 17 Mt en Ukraine et 13 Mt au Kazakhstan. Les rendements, estimés à 28 q/ha en Ukraine et 20 q/ha en Russie, subissent de fortes variations interannuelles. Ces faibles niveaux et ces irrégularités marquées sont liées à des conditions climatiques parfois extrêmes, telles que la sécheresse exceptionnelle de 2010 qui a fait chuter la production russe du tiers en un an, avec un recul drastique des rendements et des surfaces (*Exportations records pour les États-Unis et la*

Blé tendre¹ et maïs² : les bilans mondiaux seraient à nouveau excédentaires au cours de la campagne 2013/2014



Source : USDA - juin 2013

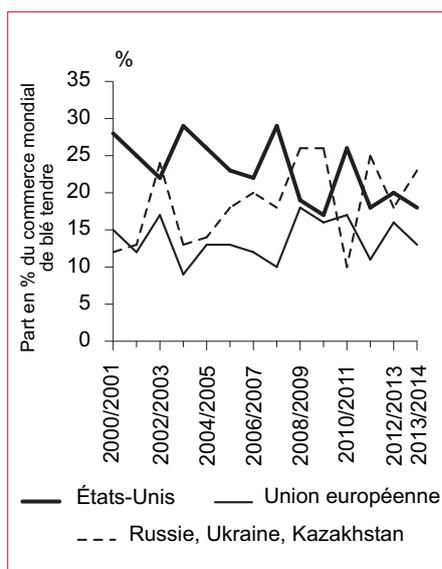
France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre, Céréales n° 2010/129, octobre 2010).

À l'inverse, les exportations états-uniennes et européennes de blé tendre reculeraient en 2013/2014, respectivement de 1 et 4 millions de tonnes. La contribution des États-Unis au commerce mondial de blé tendre diminue tendancielle depuis le début des années 2000, au fur et à mesure du développement du maïs, et de celui du soja dans une moindre proportion. En 2013, la sole de blé tendre aux États-Unis, couvrant 19 millions d'hectares, aurait perdu 12 % de son étendue depuis 2000. Sur la même période, les surfaces de maïs auraient au contraire progressé de 24 % pour atteindre 36 millions d'hectares. L'Union européenne réduirait ses exportations par rapport au bon niveau de 2012, concurrencée par les pays de la mer Noire, plus présents sur les marchés notamment à destination de l'Afrique du Nord.

Maïs : un niveau de production record en 2013 pourrait reconstituer les stocks mondiaux

En 2013, la production mondiale de maïs grimperait à 945 Mt selon le CIC et 963 Mt selon l'USDA, contre 856 Mt constatés en 2012. Elle progresserait vivement aux États-Unis, passant de 274 Mt à 355 Mt grâce à des rendements prévus à un niveau élevé (98 q/ha), en hausse de 26 % par rapport à celui de 2012 très pénalisé par des

Pour la campagne 2013/2014, retour annoncé d'un haut niveau d'exportations de blé tendre à partir des pays de la mer Noire



Source : USDA - juin 2013

conditions exceptionnellement sèches, et de 5 % par rapport au rendement moyen 2008-2012. Malgré une hausse de la consommation, le bilan mondial de maïs serait nettement excédentaire, permettant aux stocks des principaux pays exportateurs de se reconstituer. Ceux-ci passeraient de 34 Mt à 66 Mt, et leur rapport à la consommation mondiale, indicateur d'équilibre du marché, monterait à 7 % pour retrouver son niveau de 2009/2010, plus confortable que celui des trois dernières campagnes.

Dans l'Union européenne, les rendements 2013 approcheraient les rendements moyens 2008-2012

La récolte de blé tendre de l'Union européenne – UE à 28 intégrant la Croatie – atteindrait 130 Mt en 2013, selon les dernières prévisions de la Commission européenne. D'après le Bulletin Mars de la CE daté du 21 juin 2013, le rendement côtoierait son niveau moyen des années 2008-2012. La récolte de maïs, avec 70 Mt, progresserait fortement, dépassant le record de 2011. Le rendement s'accroîtrait par rapport à 2012, grâce notamment à de bons résultats en Roumanie et Hongrie. En France, la sole de blé tendre, estimée au 1^{er} juillet 2013 par le Service de la statistique et de la prospective à 5 millions d'hectares (+ 2,7 %), se rapprocherait du record de 2008. La sole de maïs grain augmenterait également (+ 6 %), atteignant 1,7 million d'hectares. Toutefois, le potentiel de rendement des cultures pourrait être affecté par les conditions météorologiques particulières de cette campagne : un hiver puis un printemps particulièrement pluvieux, des pluies encore incessantes en mai et début juin rendant les sols localement inondés, ainsi qu'un manque de luminosité et des températures anormalement basses sur la période. La production de blé tendre atteindrait 35,6 Mt, en légère hausse par rapport à 2012 malgré une baisse du rendement moyen, actuellement estimé à 71,4 q/ha (- 1,7 q/ha sur un an).

Sources et définition

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte)
- Les données européennes de production proviennent :
 - 1/ d'Eurostat pour les séries longues : www.epp.eurostat.ec.europa.eu,
 - 2/ de la DG-Agri de la Commission européenne pour les bilans : www.ec.europa.eu
 - 3/ du Centre commun de recherche (Ispra, Italie) de la CE, dans le Bulletin Mars : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
La cotation FCW inclut les majorations mensuelles et les coûts de mise à fob. Elle concerne les sorties de blé assurées par les ports de la Manche et de la Mer du Nord, soit 80 % des exportations françaises sur pays tiers et 15 % des ventes sur l'Union européenne. Elle assure la comparabilité avec les cotations internationales d'autres origines.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm. Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche / Le petit meunier

Définition de la majoration mensuelle

- La cotation « majorations mensuelles incluses » est obtenue en ajoutant au prix de base de juillet la valeur des majorations mensuelles appliquées entre le 31 juillet et la date de livraison. La majoration commerciale mensuelle appliquée s'élève à 0,93 € par tonne et par mois, et tient compte notamment du coût de stockage de la marchandise.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur les grandes cultures sont :

- « Céréales à paille : des rendements 2013 proches de leur niveau moyen 2008-2012 » n° 5/10, juillet 2013
- « Des rendements céréaliers plutôt stables depuis la fin des années 1990, en dehors des années de sécheresse », Synthèses Céréales et oléagineux n° 2013/210, juin 2013

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Oléagineux juillet n° 2013/214

[Retour éditorial](#)

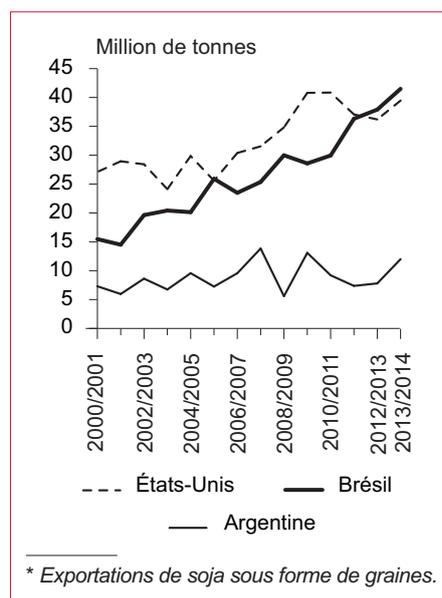
Une production mondiale de soja annoncée à un niveau record pour 2013

Après une flambée exceptionnelle durant l'été 2012, les cours du soja se sont détendus en fin d'année à l'annonce d'une récolte meilleure que prévu aux États-Unis, et d'une production abondante en Amérique du Sud venant approvisionner les marchés sur la seconde partie de campagne. Pour la campagne 2012/2013, le marché mondial se détendrait encore grâce à une récolte nord-américaine annoncée comme exceptionnelle. En France, les cours du colza et du tournesol ont fléchi dans la seconde partie de la campagne 2012/2013, restant toutefois à des niveaux élevés.

Campagne 2012/2013 : flambée des cours du soja, malgré un bilan finalement à l'équilibre

En 2012/2013, la production mondiale de soja, estimée début juin 2013 à 268 millions de tonnes (Mt) par le département américain de l'agriculture (USDA), a retrouvé un niveau nettement supérieur au creux de la campagne 2011/2012 (239 Mt). Les récoltes ont été particulièrement abondantes en Amérique du Sud au printemps 2013, avec 82 Mt au Brésil (+ 23 %) et 51 Mt (+ 27 %) en Argentine. Aux États-Unis en revanche, la production, récoltée à l'automne 2012, s'est repliée de 3 %, à 82 Mt. En conséquence, les exportations réalisées par les États-Unis diminuent légèrement, alors que les envois sud-américains progressent, le Brésil devenant le premier exportateur mondial de graines de soja avec 38 Mt.

Le Brésil s'impose à partir de la campagne 2012/2013 comme le premier exportateur de soja*



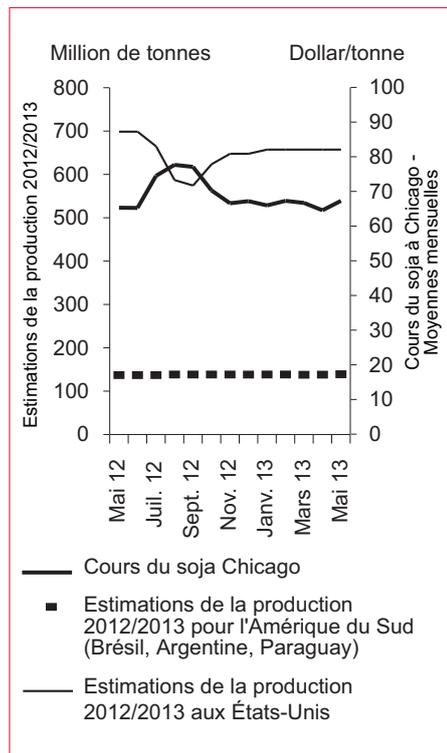
Source : USDA - juin 2013

Malgré ce bilan mondial finalement plus apaisé qu'en 2011/2012, les cours du soja ont particulièrement flambé lors de la campagne 2012/2013 : durant l'été 2012, la sécheresse exceptionnelle a provoqué en effet de vives inquiétudes sur la récolte aux États-Unis. Alors qu'en juin 2012, la production nord-américaine de soja était annoncée par l'USDA à 87 Mt, soit une hausse de 5 % sur un an, elle n'était plus que tout juste stable début juillet. Cette stabilité s'est ensuite transformée en nette baisse (- 12 %) en août, atteignant même - 14 % en septembre.

Dans le même temps, les marchés se sont affolés. À Chicago, le cours du soja s'est apprécié de 74 \$/t (67 €/t) entre juin et juillet, puis d'encore 25 \$/t (19 €/t) entre juillet et août, pour atteindre ce dernier mois 622 \$/t en moyenne (503 €/t), son record absolu.

Fin 2012, la production des États-Unis a été révisée à la hausse : la diminution de récolte sur un an n'est plus que de - 8 % en octobre, de - 4 % en novembre, puis de - 3 % à partir de janvier 2013. Cette révision plus optimiste combinée à la confirmation d'une récolte abondante en Amérique du Sud - disponible sur les marchés au printemps 2013 pour la fin de campagne de l'hémisphère nord -, a contribué à détendre les cours mondiaux du soja. Entre septembre et octobre 2012, le cours du soja s'est effondré de 54 \$/t (soit 47 €/t). Il a atteint son point bas en janvier 2013, à 528 \$/t (395 €/t). Durant la seconde moitié de campagne, il valait en moyenne 536 \$/t (407 €/t), demeurant 8 % plus haut qu'en fin de campagne 2011/2012. En toute fin de campagne 2012/2013, selon le constat du Conseil international des céréales (CIC), les cours augmentent à nouveau en lien avec des

Les variations de prix du soja coïncident avec les réévaluations de la récolte états-unienne



Sources : USDA, La Dépêche

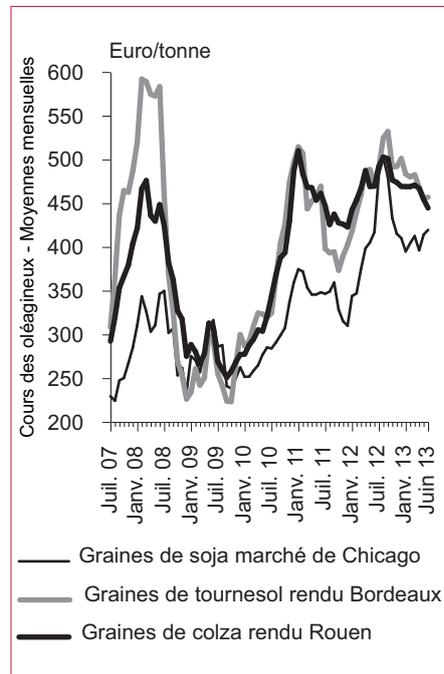
retards d'expéditions depuis l'Argentine, et les faibles disponibilités de l'ancienne récolte de l'hémisphère nord. Les stocks de fin de campagne, à 61 Mt, seraient équivalents à ceux de la campagne 2009/2010.

Le rapport entre les stocks de report des principaux pays exportateurs et la consommation mondiale s'établit à 18 %, soit le troisième niveau le plus faible des dix dernières campagnes après les points bas de 2008/2009 et 2011/2012. Les prix de fin de campagne 2012/2013 restent toutefois plafonnés par la perspective d'une récolte 2013/2014 très abondante aux États-Unis.

En 2013/2014, les stocks des principaux exportateurs de soja augmenteraient

En 2013, grâce à des rendements prévus à un niveau record et une sole

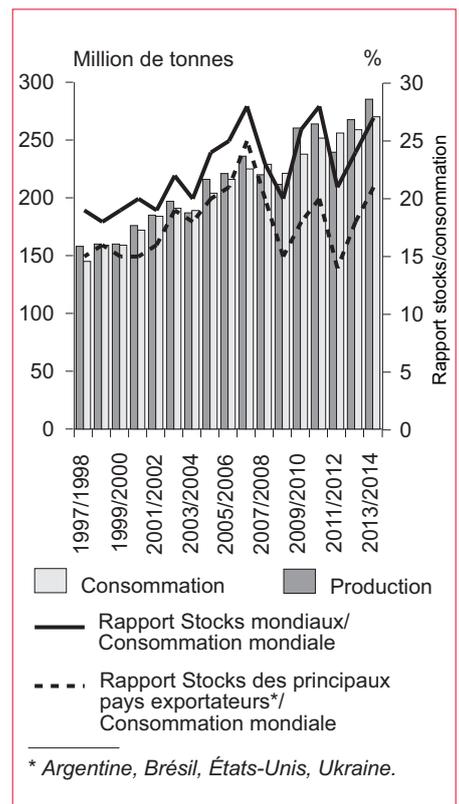
Cours des oléagineux : léger rebond pour le soja en fin de campagne 2012/2013



Source : La Dépêche

stabilisée à un niveau élevé, les États-Unis engrangeraient une production abondante de soja. Estimée à 92 Mt par l'USDA, elle dépasserait de 12 % la modeste récolte de 2012 et de 8 % la moyenne des années 2008 à 2012. Au niveau mondial, la production gagnerait 7 % sur un an, à 285 Mt. En parallèle, la consommation augmenterait de 4 %, atteignant un nouveau record de 270 Mt, les deux tiers de la demande émanant de la Chine. Ses importations progresseraient de 17 % en un an, après une stabilité entre 2011/2012 et 2012/2013. Pour autant, les stocks de fin de campagne des principaux pays exportateurs se reconstitueraient : en un an, ils s'accroîtraient de 21 %. Le ratio entre ces

Bilan mondial du soja en 2013/2014 : la forte hausse de production permettrait de reconstituer les stocks



Source : USDA - juin 2013

stocks et la demande mondiale – l'un des indicateurs illustrant le niveau d'équilibre du bilan mondial – serait plus haut que lors des cinq dernières campagnes.

Union européenne : la production d'oléagineux prévue en hausse pour 2013...

En 2013, la récolte d'oléagineux de l'Union européenne – l'UE à 28 intégrant la Croatie – se situerait à 29,7 Mt (+ 8,4 % sur un an), selon la Commission européenne en juin 2013. La récolte de colza, à 20,1 Mt, gagnerait 4,5 % et celle de tournesol 17 %, à 8,2 Mt. D'après le Bulletin Mars de juin 2013, les rendements du colza diminueraient

dans les trois principaux pays producteurs que sont l'Allemagne, la France et la Pologne. En France, la sole de colza, estimée au 1^{er} juillet 2013 à 1,45 million d'hectares, reculerait, de même que le rendement évalué à 30,6 q/ha. Pénalisée par des conditions météorologiques difficiles depuis son implantation à l'automne 2012, la récolte de colza, estimée à 4,4 millions de tonnes, perdrait en conséquence 19 % sur un an. La sole de tournesol, estimée à 751 milliers d'hectares, s'étendrait au contraire de 11 %.

... pèse sur les cours de la fin de campagne 2012/2013

Après avoir atteint des sommets durant l'été et le début d'automne

2012 en lien avec la flambée des cours mondiaux du soja, les cours français des oléagineux ont brusquement chuté en fin d'année. Ils se sont ensuite stabilisés jusqu'en avril 2013 avant de retomber en toute fin de campagne, à l'annonce de récoltes en hausse. En juin 2013, le colza descend à 445 €/t et le tournesol à 458 €/t. Ces niveaux demeurent toutefois hauts : sur l'ensemble de la campagne, le colza atteint 475 €/t, soit 6 % de plus que la campagne précédente ; et le tournesol, avec 489 €/t en moyenne de juillet 2012 à juin 2013, dépasse de 15 % son niveau moyen 2011/2012.

Sources et définitions

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent :
 - 1/ d'Eurostat pour les séries longues : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
 - 2/ de la DG-Agri de la Commission européenne pour les bilans : www.ec.europa.eu
 - 3/ du Centre commun de recherche (Ispra, Italie) de la CE, dans le Bulletin Mars : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>
- Les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm. Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique agricole annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Céréales à paille : des rendements 2013 proches de leur niveau moyen 2008-2012 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 5/10, juillet 2013
- « Récoltes moyennes pour les cultures d'été et le colza après les records de 2011 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2012
- « Oléagineux : vers un marché durablement tendu ? » Synthèses Oléagineux n° 2012/190, octobre 2012
- « Cours des oléagineux très hauts en fin de campagne 2011/2012 », Synthèses Oléagineux n° 2012/182, juillet 2012

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Pomme de terre juillet n° 2013/215

[Retour éditorial](#)

Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre

En France, au cours de la campagne 2012/2013, la production de pomme de terre a atteint 6,3 millions de tonnes. Elle diminue de 15 % par rapport à la campagne précédente et de 9 % par rapport à la production moyenne des cinq dernières campagnes entre 2007 et 2012, sous l'effet conjugué d'une baisse des surfaces et des rendements. Cette nette baisse de la production, conjointe à celle des autres pays exportateurs européens, a pour effet de faire bondir le prix de la pomme de terre, après des prix bas lors de la campagne 2011/2012.

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013, le solde commercial de pomme de terre est de nouveau excédentaire en valeur, malgré la stabilité des volumes échangés. Il profite de la forte hausse du prix de la pomme de terre en frais majoritairement exportée et de la relative stabilité du prix des produits transformés, majoritairement importés.

Baisse de la production de pomme de terre durant la campagne 2012/2013

Pour la campagne 2012/2013, la production française de pomme de terre – y compris les plants – atteint 6,3 millions de tonnes, soit une baisse de 15 % par rapport à la campagne 2011/2012 et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes entre 2007 et 2012. Si les surfaces diminuent de 2,7 % par rapport à la campagne 2011/2012, les rendements ont été particulièrement affectés (- 12 %) par le manque de précipitation en août et en septembre dans les régions de production.

La France reste le quatrième producteur européen de pomme de terre et

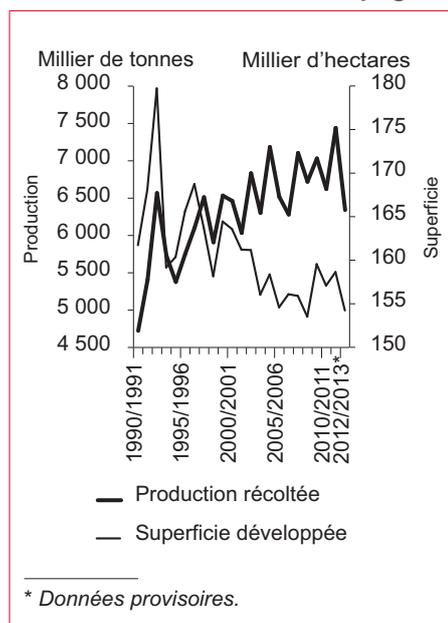
représente 11 % de la production de l'Union européenne, l'Allemagne étant au premier rang avec une récolte de 11 millions de tonnes, devant la Pologne (9,1 millions de tonnes) et les Pays-Bas (6,8 millions de tonnes).

La pomme de terre de conservation est la plus cultivée en France. Sa production s'élève à 4,5 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013, soit 72 % de la récolte totale de pomme de terre. Elle diminue de 11 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes entre 2007 et 2012, qui s'élève à 5,1 millions de tonnes. La récolte de pomme de terre de féculerie est de 1,1 million de tonnes pour la campagne 2012/2013, soit une baisse de 3,8 % par rapport à la campagne précédente, et de 10 % par rapport à la moyenne

des cinq dernières campagnes. Près de 180 000 tonnes de pomme de terre primeur ont été produites lors de cette campagne dans les régions françaises de production.

D'une campagne à une autre, les surfaces, les rendements et donc la production sont soumis à de fortes fluctuations. Cependant, sur la période 1990-2012, deux phases se sont distinguées. Entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000, la production française de pomme de terre a augmenté tendanciellement (+ 3 % par an entre les campagnes 1990/1991 et 2004/2005). En effet, si les surfaces ont diminué sur cette période, la production s'est concentrée dans les régions du nord, où les rendements sont plus élevés. À partir de la campagne 2005/2006, les surfaces

La production française de pomme de terre se stabilise au cours des dernières campagnes



Source : Agreste - SAA

sont restées tendanciuellement stables, autour de 155 milliers d'hectares, ainsi que les rendements.

Forte hausse des prix de la pomme de terre en 2012/2013

Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013, le prix de la pomme de terre a bondi de 88 % par rapport à la campagne précédente. Durant celle-ci, il était tombé à un niveau bas à la suite d'une forte production.

Le prix de la bintje – calibre 40 à 75 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie, et principale variété produite en France – réagit fortement aux évolutions de production. Pour la campagne 2012/2013, il a triplé par rapport à celui de la campagne précédente et doublé par rapport au prix moyen des cinq dernières campagnes. Ceci s'explique par une production 2012/2013 moins élevée qu'en 2011/2012 (- 15 %) et aussi par une moindre offre des principaux autres pays exportateurs.

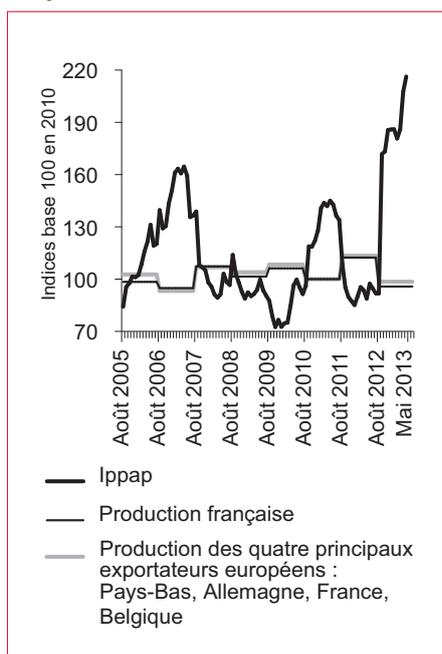
Sur le marché volatil de la pomme de terre, une production moins élevée des principaux pays exportateurs européens – Pays-Bas, Allemagne, France,

Belgique – favorise des prix plus hauts, et inversement. Réciproquement, des prix élevés sur une campagne incitent les producteurs à planter plus de surface pour la campagne suivante, ce qui a pour conséquence de réduire les prix. C'est le cas en 2013, où les semis de pomme de terre de conservation et demi-saison seraient en hausse de 5,5 % par rapport à 2012, selon les dernières estimations du Service de la statistique et de la prospective au 1^{er} juillet 2013. Par ailleurs, les principaux exportateurs européens tous situés dans le nord de l'UE et bénéficiant donc de conditions climatiques comparables, leur production évolue en parallèle.

Légère hausse des exportations de pomme de terre sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013, les exportations de pomme de terre – y compris sous forme transformée, en équivalent pomme de terre consommée en frais – augmentent de 2 % par rapport à 2011/2012. Si les exportations de pomme de terre en frais, qui représente 71 % des exportations, augmentent (+ 5,5 %),

Des prix réactifs aux moindres variations de la production de pomme de terre



Sources : Agreste - SAA, Insee, Eurostat

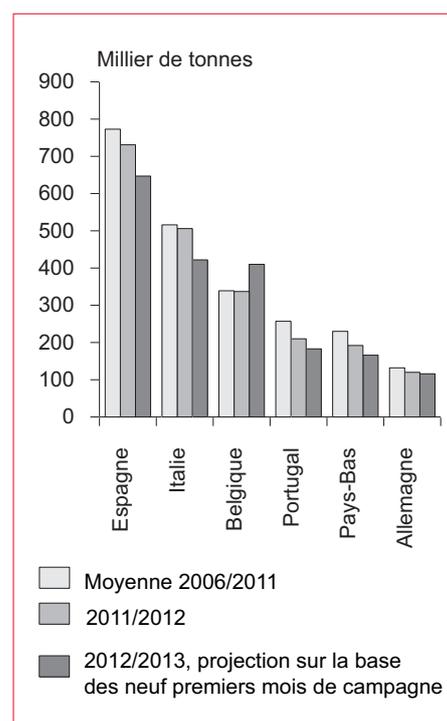
les volumes vendus de pomme de terre transformée sont en baisse de 7 %. La hausse des exportations de pomme de terre en frais vers le Royaume-Uni et la Belgique permet de compenser la baisse vers les principaux clients de la France qui sont l'Espagne et l'Italie.

Pour la campagne 2011/2012, la France, avec 2,7 millions de tonnes, était le quatrième exportateur européen de pomme de terre – y compris produits transformés – et surtout le premier exportateur de pomme de terre en frais. Les Pays-Bas (5,4 millions de tonnes), la Belgique (4,6 millions de tonnes) et l'Allemagne (3,1 millions de tonnes) occupaient pour leur part les trois premiers rangs, notamment grâce aux produits transformés.

Le solde des échanges extérieurs de pomme de terre reste stable en volume, et redevient excédentaire en valeur

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013, les importations de pomme de terre – y compris sous

Baisse des volumes exportés vers l'ensemble des principaux clients de la France

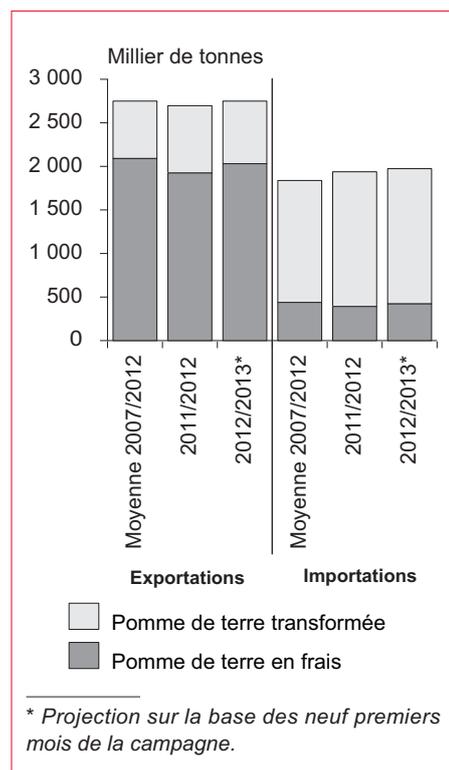


Source : DGDDI (Douanes)

forme transformée, en équivalent pomme de terre en frais – sont en légère hausse (+ 1,8 %). Les produits transformés, qui représentent 79 % des importations, sont stables, alors que les achats de pomme de terre en frais augmentent de 8 %.

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2012/2013, en volume, l'excédent commercial de pomme de terre reste stable après deux campagnes en baisse. Si le déficit en produits transformés augmente de 8 %, l'excédent de pomme de terre en frais augmente pour sa part de 5 %. En valeur, le solde des échanges, légèrement déficitaire lors de la campagne précédente, est de nouveau largement excédentaire. D'une part, la valeur des exportations de pomme de terre, majoritairement réalisées en frais, augmente de 47 %, en raison de la très forte hausse du prix de la pomme de terre en frais. D'autre part, cette hausse ne s'étant pas répercutée sur les prix des produits transformés, la valeur des importations – constituées principalement de produits transformés – n'augmente que de 8 %.

La France exporte des pommes de terre en frais et importe des pommes de terre transformées



Source : DGDDI (Douanes)

Une campagne industrielle 2011/2012 stable par rapport à la campagne précédente

Selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT), l'approvisionnement des industriels français a atteint 1,1 Mt de pommes de terre pour la campagne 2011/2012, soit une légère baisse de 1,8 % par rapport à la campagne précédente. En termes de débouchés, 62 % des pommes de terre entrées en usine ont été transformées en produits surgelés, 18 % en pommes de terre déshydratées, 11 % en chips et 9 % en autres produits.

De plus, pour la campagne 2011/2012, les exportations de pomme de terre transformée, hors féculé, ont augmenté de 4,7 %, tandis que les importations sont restées

stables. Ainsi, le déficit des échanges en produits transformés s'est réduit, pour atteindre 731 milliers de tonnes – en équivalent pomme de terre en frais – pour la campagne 2011/2012. Au final, pour la campagne 2011/2012, la consommation apparente de produits transformés à base de pomme de terre a diminué de 2,8 % par rapport à la campagne précédente, soit 1,7 Mt en équivalent pomme de terre fraîche.

Toujours selon le GIPT, 977 milliers de tonnes de pomme de terre, contre 898 milliers en 2010/2011, ont été travaillées pour produire 223 milliers de tonnes de féculé, contre 203 en 2010/2011.

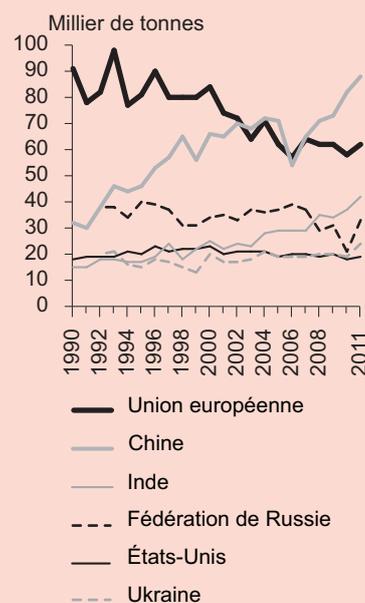
La production des principaux pays producteurs mondiaux de pomme de terre approvisionne uniquement leur marché intérieur

Selon la FAO, la production mondiale de pomme de terre s'est établie à 374 millions de tonnes en 2011, en baisse de 12 % par rapport à 2010. L'année 2011 a bénéficié de rendements très importants pour l'ensemble des principaux producteurs mondiaux de pomme de terre. Cela marque une rupture avec la période 2000-2010 durant laquelle la production de pomme de terre mondiale était au contraire restée relativement stable.

En 2011, la Chine, avec 88 millions de tonnes, est le premier producteur de pomme de terre (24 % de la production mondiale), suivie par l'Inde (11 %), la Russie (9 %), l'Ukraine (6 %) et les États-Unis (5 %). Cependant, l'intégralité de la production de ces pays a eu pour finalité de fournir leurs propres marchés intérieurs, seulement 1 % de leur production en frais ayant été exportée. Pour la pomme de terre en frais, les principaux exportateurs mondiaux sont localisés dans l'Union européenne dont ils approvisionnent aussi principalement le marché intérieur. Il s'agit de la France, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Belgique. Seuls 17 % des pommes de terre en frais

exportées d'un pays de l'UE a eu pour destination l'espace extra-communautaire, dont 63 % à partir des Pays-Bas.

Baisse de la production européenne de pomme de terre sur vingt ans



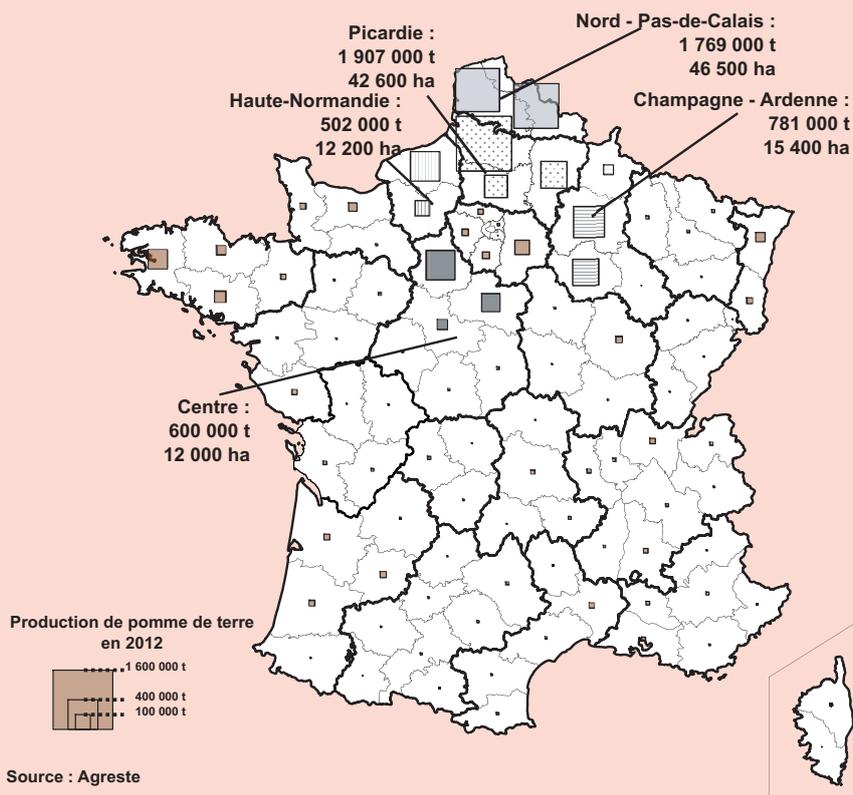
Source : FAO

Nord-Pas-de-Calais et Picardie dominent l'approvisionnement de l'industrie de transformation de la pomme de terre

Le Nord-Pas-de-Calais est la première région productrice de pomme de terre de conservation et de demi-saison. Elle représente aujourd'hui 33 % de la production française de pomme de terre de conservation et de demi-saison, devant la Picardie avec 25 %. Ces deux régions dominent l'approvisionnement destiné à l'industrie. La Beauce, la Champagne et la Normandie constituent les

trois autres territoires importants, plus orientés quant à eux vers le marché du frais. En revanche, la production de pomme de terre primeur est moins concentrée sur le territoire. Outre le Nord-Pas-de-Calais, la Bretagne, les régions du Sud-Ouest ou du bassin Rhône-Méditerranée ont aussi une production importante.

La production de pomme de terre est concentrée dans le nord de la France



Sources

- Statistique agricole annuelle (SSP) pour les données de production
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT) pour les données concernant la transformation de pomme de terre
- Direction générale des douanes et droits indirects pour les données de commerce extérieur

Définitions

- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.
- Pour analyser le prix de la pomme de terre, on utilise la bintje, qui est la principale variété de pomme de terre produite en France. Son calibre principal est de 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », Rubriques / Sources pluri-thématiques / Recensements agricoles, Enquête Structure des exploitations, statistique agricole annuelle / Statistique agricole annuelle et estimations précoces de production/Production végétale (hors fruits, fleurs et vins) / Nouvelles séries à partir de 2000 : pour les séries chiffrées de production
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi les publications Agreste Conjoncture :

- « Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en janvier et mars
- « Campagne 2011/2012 de pomme de terre : baisse des exportations et chute des prix », Synthèses Pomme de terre n° 2012/183, juillet 2012
- « Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable », Synthèses Pomme de terre n° 2011/148, juin 2011
- « Campagne de pomme de terre 2008/2009 : production française et commerce extérieur en léger retrait », Synthèses Pomme de terre n° 2010/114, juin 2010.
- « Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés », Synthèses Pomme de terre n° 2009/58, janvier 2009.
- « Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix », Synthèses Pomme de terre n° 2008/26, juin 2008

[Retour éditorial](#)

La production française de foie gras ralentit en 2012

P *Principal fournisseur et consommateur mondial de foie gras, la France voit sa production se replier en 2012, par rapport à 2011. La consommation apparente est également en baisse. Les quantités achetées par les ménages progressent, tandis que la consommation en restauration collective diminue. Le solde du commerce extérieur se réduit, surtout en volume. En valeur, il reste largement positif, les exportations portant pour une large part sur des produits transformés alors que les importations sont presque exclusivement constituées de produits crus. Les exportations ne se replient que légèrement, malgré la baisse des achats espagnols, alors que les importations restent quasiment à leur niveau de 2011. Début 2013, la production semble poursuivre son repli.*

Stabilité de la production mondiale de foie gras en 2012

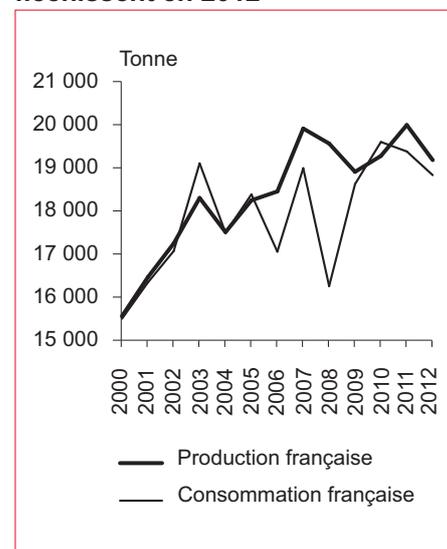
En 2012, selon le Comité Inter-professionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog) qui reprend les estimations des pays producteurs, la production mondiale de foie gras est évaluée à 26 800 tonnes de foie gras, volume quasi-stable par rapport à 2011. Avec environ 25 400 tonnes, la production européenne est prépondérante. La France reste le principal producteur avec près de 19 200 tonnes. Elle est suivie de la Bulgarie (2 800 tonnes) et de la Hongrie (2 570 tonnes). Au quatrième rang, se classe l'Espagne dont la production est bien moindre (environ 800 tonnes). D'autres pays développent une production non négligeable, quoique plus réduite, comme la Chine, l'Ukraine ou la Belgique.

En 2012, production et consommation française de foie gras en repli

En 2012, la France reste le premier producteur et le premier consommateur de foie gras dans le monde. Toutefois, la production française recule de 4 % par rapport à 2011, selon la Statistique Agricole Annuelle établie par le Service de la statistique et de la prospective. Les abattages de canards gras se replient dans une proportion un peu moindre (près de 3 %). Le contexte économique actuel inciterait les acteurs de la filière à la prudence pour éviter une surproduction, et ce malgré la fidélité des consommateurs aux produits festifs, comme le foie gras.

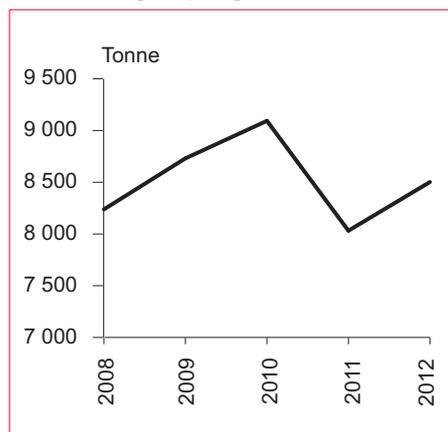
En 2012, les stocks de foie gras relevés dans l'enquête Adepa sont

Après une année 2011 record, production et consommation françaises de foie gras fléchissent en 2012



Source : Agreste

En 2012, les ventes de foies gras aux ménages progressent



Source : KantarWorldPanel pour FranceAgriMer

stables à 3 900 tonnes, comme en 2011. Les importations étant constantes et les exportations en légère baisse, la consommation de foie gras de canard et d'oie, calculée par bilan, se replie dans le sillage de la production mais moins fortement (- 2,8 % par rapport à 2011). Les fléchissements de la production et de la consommation française interviennent respectivement après qu'un point haut ait été atteint en 2010 pour la consommation et en 2011 pour la production.

La vente en restauration se contracte de - 5 % à - 10 %, selon le Réseau des nouvelles des marchés.

Progression des achats des ménages en 2012, sans retrouver le niveau de 2010

Malgré un contexte économique toujours délicat, les ménages continuent de plébisciter le foie gras. Selon Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les

volumes achetés par les ménages en 2012 progressent de près de 6 % par rapport à 2011, sans toutefois retrouver leur niveau record de 2010.

Le mois de novembre gagne des parts de marché pour les ventes de foie gras

Un des enjeux les plus importants de la filière foie gras est de désaisonnaliser le marché hors des périodes festives (En 2011, la production française de foie gras progresse encore, tandis que la consommation et les exportations marquent le pas, Synthèses Aviculture n° 2012/184, juillet 2012). C'est le but affiché des campagnes publicitaires initiées en 2009, autour de la fête de la Saint-Martin, au mois de novembre.

Les mesures effectuées par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer auprès d'un panel de consommateurs montrent, de fait, une augmentation des ventes de foie gras en novembre depuis 2009. Toutefois, la désaisonnalisation semble n'être que partiellement réalisée, car la part de marché des autres périodes de l'année reste globalement la même et la progression de celle de novembre se fait très souvent aux dépens des achats réalisés en décembre, pendant la période festive.

L'analyse de l'évolution des parts de marché des diverses périodes de l'année semble indiquer que les consommateurs anticipent en novembre certains de leurs achats de foie gras réalisés habituellement au moment des fêtes de fin d'année. En 2012, toutefois, l'augmentation globale des achats des ménages (+ 6 %) profite tout de

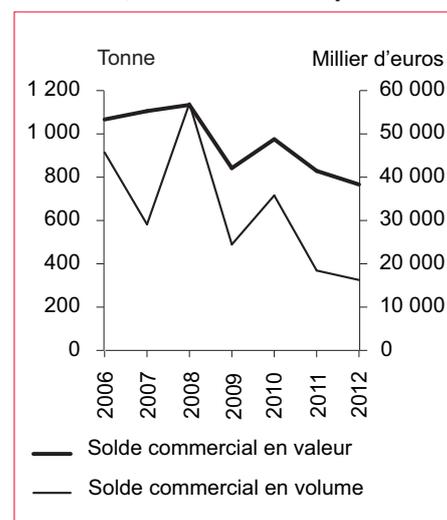
même à la période des fêtes (+ 3 % de plus en décembre 2012 qu'en décembre 2011), même si la hausse constatée au mois de novembre (+ 15 % par rapport à novembre 2011) est bien plus importante et vient souligner l'impact des campagnes de publicité de l'interprofession.

Le solde du commerce extérieur reste positif, mais se réduit, surtout en volume

En 2012, le solde commercial de foie gras, de produits crus et transformés, se réduit fortement en volume (- 12 % par rapport à 2011) pour atteindre 325 tonnes, volume le plus bas depuis 2006. En valeur, le solde recule également (- 8 % par rapport à 2011), mais reste néanmoins nettement excédentaire à 38 millions d'euros en 2012.

Le solde commercial en volume se rapproche de l'équilibre, alors que le solde en valeur reste très élevé. Cela s'explique par la nature des produits échangés : les achats français à l'étranger sont très majoritairement des foies gras crus, de canard ou d'oie, alors que les ventes sont constituées de produits crus et transformés à forte valeur ajoutée, ces derniers étant d'ailleurs prépondérants depuis quelques années.

Le solde commercial du foie gras se réduit, tout en restant positif



Source : DGDDI (Douanes)

Ventes de foies gras : depuis 2009, le mois de novembre gagne des parts de marché

Évolution n/n-1 en %

	2008	2009	2010	2011	2012
Janvier	8	8	7	9	6
Février à septembre	21	19	22	21	22
Octobre	5	6	5	5	6
Novembre	12	13	14	14	16
Décembre	54	54	51	51	49

Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

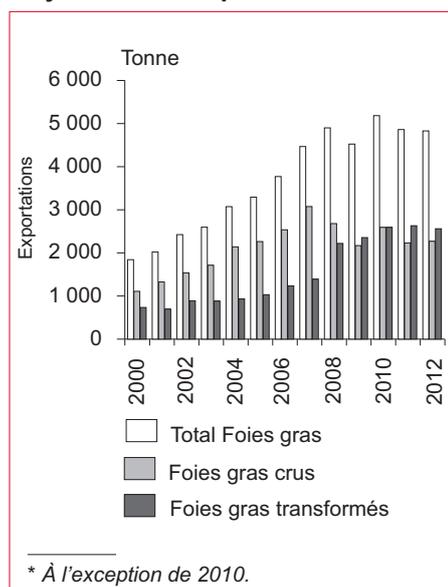
En 2012, les importations se maintiennent au niveau de 2011...

En 2012, les importations de foie gras représentent 4 500 tonnes, et sont quasi-stables par rapport à 2011 (environ 100 tonnes de plus depuis l'Union européenne et 100 tonnes de moins depuis les pays tiers). Elles sont constituées de 4 400 tonnes de foie gras cru, de canard ou d'oie et de seulement 100 tonnes de foie gras transformé.

Le principal fournisseur de la France reste la Bulgarie avec 2 700 tonnes de foie gras de canard, volume stable depuis 2011. Le second fournisseur est la Hongrie avec 1 500 tonnes (700 de foie gras de canard et 800 de foie gras d'oie), en progression de 22 % entre 2011 et 2012. L'ensemble Belgique-Luxembourg et les Pays-Bas augmentent également leurs envois vers la France, respectivement 180 tonnes (+ 14 %) et 50 tonnes (+ 40 %) en 2012.

À l'inverse, les ventes britanniques et italiennes de foie gras à la France, qui atteignaient respectivement 93 et 45 tonnes en 2011, sont quasiment nulles en 2012. En 2012, les achats français de foie gras aux pays tiers sont réduits à environ 50 tonnes (150 tonnes en 2011), soit à peine 1 % du volume total des importations.

À partir de 2009*, la part de foies gras transformés devient majoritaire à l'exportation...



Source : DGDDI (Douanes)

... et de nouveaux clients apparaissent au cours des dernières années

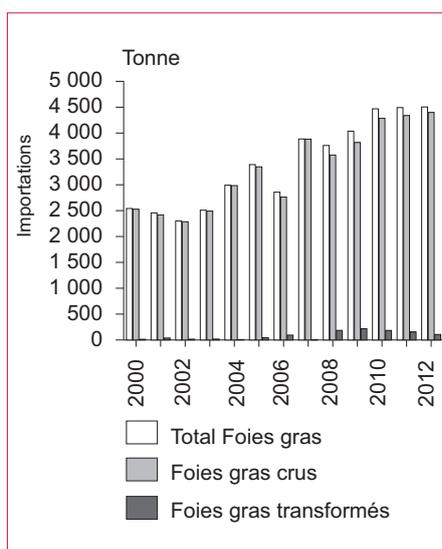
Entre 2011 et 2012, les exportations sont quasi-stables à 4 830 tonnes, mais contrastées selon la destination : elles reculent de 3,5 % vers l'Union européenne, qui représente 2/3 des expéditions en 2012, et progressent de 5,5 % vers les pays tiers (un tiers des envois).

Les ventes de foies gras crus de canards et de foies gras transformés sont en repli (resp. - 1,8 % et - 2,7 % sur un an), alors que celles de foies gras crus d'oie sont en forte progression (+ 50 % environ), mais sur des quantités limitées (230 tonnes en 2012).

Dans l'Union européenne, c'est l'Espagne, client le plus important de la France, qui réduit le plus ses achats en 2012 (- 6 %, soit 100 tonnes de moins qu'en 2011), en relation avec la crise économique que traverse le pays.

À l'inverse, certains clients traditionnels de la France amplifient leurs achats de foie gras français comme le Japon (+ 10 % depuis 2011, soit près de 500 tonnes importées en 2012) et la Suisse (+ 10 % depuis 2011, soit près de 450 tonnes en 2012). Les achats de foie gras par les autres pays tiers représentent environ 700 tonnes en 2012, soit 15 % du total exporté par la France.

... mais reste négligeable à l'importation



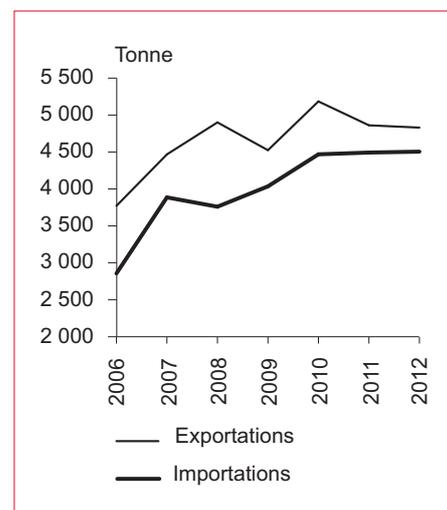
Source : DGDDI (Douanes)

Ces dernières années, de nouveaux pays acheteurs de foie gras français se sont déclarés comme le Mexique dont les achats ont progressé de quelques centaines de kilos en 2006 à plus de 16 tonnes en 2012, le Brésil (de 3 tonnes en 2006 à plus de 19 tonnes en 2012), le Canada (de 3 tonnes en 2006 à plus de 45 tonnes en 2012), les Émirats-Arabis-Unis (de 15 tonnes en 2006 à plus de 40 tonnes en 2012) et la Suède (de 12 tonnes en 2006 à plus de 23 tonnes en 2012).

Début 2013, les abattages de canards gras sont encore en repli

Au cours des quatre premiers mois de 2013, les abattages de canards gras reculent encore (- 4,2 % en tonnage et - 3,5 % en têtes, par rapport à la même période en 2012). Les échanges de foie gras sont en fort repli de janvier à avril 2013, par rapport aux quatre premiers mois de 2012. Entre 20 % et 25 % des transactions s'effectuent pendant cette période de l'année. Les exportations se replient de 29 % en volume et de 39 % en valeur. En tonnage, les foies gras transformés se replient le plus (- 32 %), les foies gras crus de canards ne reculant que de 23 %. Les importations de foies transformés baissent également en volume, de 30 % par rapport à 2012 (- 24 % pour les foies crus de canards).

Stabilité des échanges de foies gras entre 2011 et 2012



Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et droits indirects pour les données de commerce extérieur
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- L'enquête Adepale (Association des entreprises de produits alimentaires élaborés) réalisée par délégation du SSP, collecte des données relatives (en volume et en valeur) aux fabrications françaises commercialisées.

Définitions

- Consommation calculée par bilan : elle est égale à Production – Exportations + Importations – Variation de stocks. Les stocks privés ne sont peut-être pas appréhendés dans leur intégralité. Cette imprécision peut jouer sur le calcul de la consommation.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - DISAR - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur les volailles grasses sont :

- « En 2011, la production française de foie gras progresse encore, tandis que la consommation et les exportations marquent le pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/184, juillet 2012
- « La consommation de foie gras en progression en 2010 », Synthèses Aviculture, n° 2011/154, juillet 2011
- « En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté », Synthèses Aviculture, n° 2010/119, juillet 2010

Retour éditorial

L'activité des IAA se stabilise en 2012

En 2012, l'excédent commercial des industries agroalimentaires progresse, principalement porté par les boissons, notamment au quatrième trimestre. Après un recul au cours du second trimestre, l'activité marque une reprise en fin d'année. Au total, sur l'année, la production des IAA est stable par rapport à 2011. La consommation des ménages se rétracte en cours d'année. Les prix progressent moins fortement qu'en 2011 mais connaissent une accélération en fin d'année en lien avec les cours soutenus des matières premières. Ainsi, le chiffre d'affaires se maintient à la hausse avec une poussée en fin d'année.

Les exportations de boissons, moteur de l'excédent commercial des IAA

L'excédent commercial des industries agroalimentaires (IAA), y compris tabac, s'élève à 7,8 milliards d'euros en 2012, contre 7 milliards en 2011 ; hors tabac, il atteint 9,2 milliards d'euros, contre 8,4 milliards un an auparavant. La hausse de l'excédent commercial en 2012 tient à la forte progression de l'excédent des boissons (+ 1 milliard d'euros entre 2011 et 2012). Pour les boissons, les ventes à destination des pays tiers restent le moteur principal de l'excédent commercial. Sur l'année 2012, les ventes vers les pays tiers représentent plus de la moitié des ventes totales de boissons (7,7 milliards sur les 13,6 milliards d'euros d'exportations de boissons en 2012). Plus précisément, ce sont les vins et les boissons distillées qui ont le plus augmenté entre 2011 et 2012, de respectivement + 11 % et + 17 %.

En ce qui concerne le secteur des produits alimentaires – hors tabacs et boissons – le déficit commercial se creuse même si cette évolution globale masque des situations contrastées selon les produits. Ainsi, l'excédent commercial progresse pour les aliments pour animaux, les autres produits alimentaires, les produits du travail des grains et produits amylacés, et les produits laitiers. Entre 2011 et 2012, les exportations de produits laitiers se sont accrues de 132 millions d'euros, les importations diminuant au contraire de 98 millions d'euros. Pour les « autres produits alimentaires », l'excédent s'accroît aussi de 28,5 %, grâce notamment à une hausse de 7 % des exportations.

Le déficit commercial se réduit par ailleurs pour les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires, et les préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche ;

entre 2011 et 2012, le déficit commercial des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche a diminué de 4 %, et celui des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires de 8 %. Si ces évolutions contribuent positivement à l'amélioration du solde commercial, elles ne permettent toutefois pas de compenser la dégradation des échanges pour les huiles et graisses végétales et animales, et des produits à base de fruits et légumes. Celui des viandes et produits à base de viandes s'est accru, le déficit augmentant pour les bovins et l'excédent diminuant pour les porcins et les volailles. Les huiles et les graisses végétales et animales sont les plus affectées par la diminution des exportations (- 16 %). Celle-ci est due principalement à une baisse des exportations d'huile de colza, et à l'accroissement conjugué des importations de tourteaux de 20 % entraînant un accroissement du déficit commercial de 21 %.

Courant 2012, la consommation des ménages se rétracte en cours d'année 2012

D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de produits agroalimentaires, y compris le tabac, consommés par les ménages en 2012, baissent par rapport à 2011. Cette baisse s'est amorcée à partir du 2^e trimestre, pour atteindre 0,5 % au 4^e trimestre 2012 par rapport au 4^e trimestre 2011. Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais etc – la baisse est plus accentuée (-2,2 %).

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les quantités de viandes de volailles achetées par les ménages continuent d'augmenter au 4^e trimestre (+1,6 %) comme aux trois premiers trimestres. Au contraire, les quantités de viande de boucherie, plus chères, diminuent au 4^e trimestre 2012 (-1 %) par rapport au 4^e trimestre 2011.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a reculé à partir du 3^e trimestre 2012 par rapport à celui de 2011. La consommation de laits yaourts et desserts frais se rétracte, celle de beurre,

crème et fromages continuant quant à elle d'augmenter par rapport au même trimestre de 2011.

En 2012, la production se stabilise

En 2012, l'activité des IAA enregistre une croissance de 0,2 %. Sur l'ensemble de l'année, seul le 2^e trimestre a eu une production inférieure au 2^e trimestre 2011 (-3 %).

La production des produits alimentaires, hors boissons et tabac, croît au même rythme (+0,2 %) entre 2011 et 2012, les 2^e et 3^e trimestres s'avérant difficiles (respectivement -3,1 % et -0,3 %). En 2012, la hausse la plus forte concerne les huiles raffinées (+22 % par rapport à 2011), notamment en fin d'année (+29 % au 4^e trimestre 2012 par rapport à celui de 2011). Pour les huiles brutes et les tourteaux, la production augmente de 7 % entre 2011 et 2012.

En 2012, pour les produits du travail des grains et produits amylicés, les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et les aliments pour animaux, la production s'accroît de respectivement 2,4 %, 1,6 % et 0,5 % par rapport à 2011. En revanche, pour les produits laitiers, la production, en hausse au 1^{er} semestre, diminue au 2^e semestre, en relation

avec la baisse de la collecte laitière, et plus sensiblement au 3^e trimestre (-2,2 %) : la production augmente néanmoins de 0,5 % entre 2011 et 2012.

En 2012, la production de viandes et produits à base de viande a baissé, après une bonne reprise en 2011. La baisse est plus marquée aux 2^e et 3^e trimestres, en lien avec la réduction des abattages. L'activité des « autres produits alimentaires » a diminué en 2012 (-1,5 % par rapport à 2011). La production des autres préparations et conserves à base de fruits et légumes évolue en dents de scie tout au long de l'année 2012, en relation avec le décalage des récoltes et une hausse des ventes.

Concernant les boissons, la production diminue de 0,3 % entre 2011 et 2012. Les champagnes et mousseux sont les plus affectés (-5 %). Toutefois, la production des bières et des boissons rafraîchissantes est assez soutenue (+5 % entre 2011 et 2012).

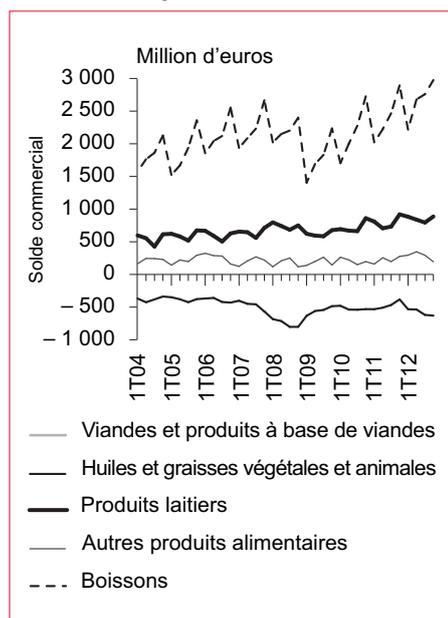
En 2012, la hausse des prix ralentit

En 2012, l'indice de prix à la production augmente en glissement annuel, en lien avec un renchérissement des matières premières, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2011. Cependant, ce ralentissement s'interrompt à partir du 3^e trimestre 2012. Sur l'année 2012, les prix à la production progressent de 3,2 % pour les produits des industries alimentaires tandis que les prix des boissons augmentent de 4 %.

À partir du 3^e trimestre 2012, les cours des céréales et oléoprotéagineux sont repartis à la hausse à la suite de récoltes limitées, ce qui a entraîné des prix à la production élevés pour les aliments pour animaux, les huiles et graisses végétales et animales, et le malt (resp. +17 %, +12 % et 21 % entre le 4^e trimestre 2011 et le 4^e trimestre 2012). Les produits du travail des grains et produits amylicés suivent cette tendance, mais de manière moins prononcée entre le 4^e trimestre 2011 et le 4^e trimestre 2012 (+2 %).

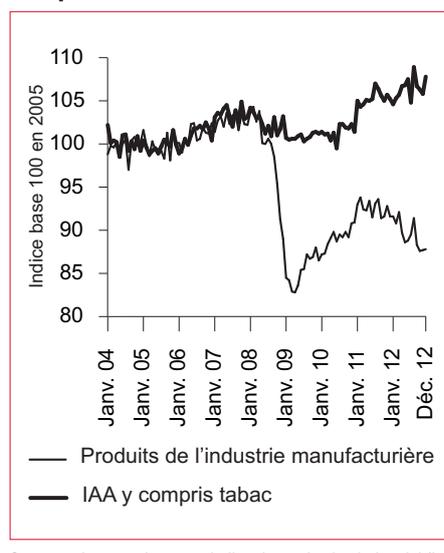
Pour les produits à base de viande, les prix poursuivent leur croissance tout au long de l'année 2012, avec une forte

Les exportations des IAA stimulées à la hausse par les boissons



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Activité dynamique au quatrième trimestre 2012



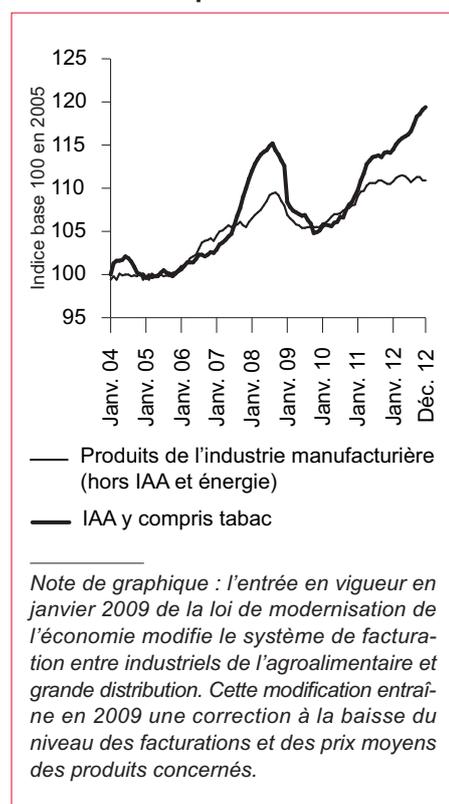
Sources : Insee et Agreste - indice de production industriel (IPI) CVS et CJO

poussée à la hausse au 3^e trimestre : sur l'année, la hausse est de 5 %. La hausse la plus marquée concerne les viandes de boucherie, avec un pic de + 10 % au 3^e trimestre 2012 par rapport au 3^e trimestre 2011. En revanche, les prix des produits à base de viande et les produits de viandes de volailles affichent des hausses plus modérées en 2012 (resp. + 3 % et + 2 % par rapport à 2011).

En 2012, la hausse des prix des produits à base de fruits et légumes est moins importante qu'en 2011, l'arrivée tardive des récoltes engendrant une décélération des prix au 4^e trimestre 2012.

En 2012, les prix des produits laitiers baissent de 0,1 % par rapport à ceux de 2011. Les produits les plus affectés sont le beurre conditionné GMS, et les laits liquides et crèmes (- 1,7 %) : la hausse est plus forte au 3^e trimestre (environ - 5 %).

La hausse des prix se tasse en 2012



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, Prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

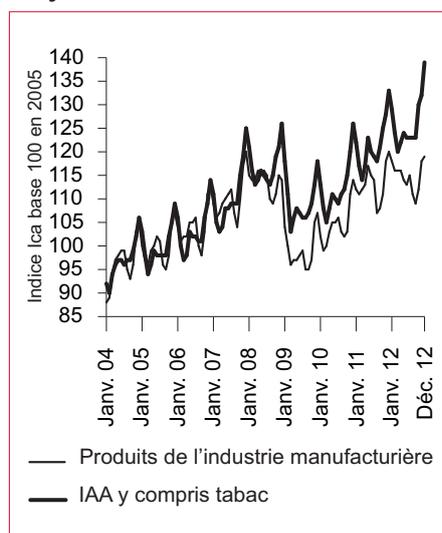
En 2012, la hausse sur un an des prix des boissons (+ 4 % par rapport à 2011) est portée principalement par les boissons alcooliques distillées, les spiritueux composés de plus 15°, les boissons rafraîchissantes et les sirops de consommation (resp. + 9 %, + 11 %, + 13 % et + 15 %).

Les prix des « autres produits alimentaires » subissent fortement les évolutions de prix du sucre. En effet, ce dernier s'est maintenu à un niveau élevé au cours des trois premiers trimestres 2012, ce qui correspond à la campagne de production sucrière 2011/2012. Ils ont augmenté de 26 % au 3^e trimestre 2012 par rapport à celui de 2011 et ont au contraire diminué de 7 % au 4^e trimestre 2012 par rapport à celui de 2011, ce trimestre correspondant au début de la campagne sucrière 2012/2013.

Le chiffre d'affaires se maintient à la hausse

En 2012, le chiffre d'affaires des IAA croît, mais de manière irrégulière au cours de l'année. La croissance, en glissement annuel, ralentit au 2^e trimestre (+ 2,5 %) et au 3^e trimestre (+ 1,9 %), pour ensuite repartir à la hausse au 4^e trimestre (+ 4 %), en lien avec les variations de prix et de production.

Un chiffre d'affaires des IAA toujours en hausse en 2012



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut de chiffre d'affaires, marché intérieur et exportations

Aux 1^{er} et 2^e trimestres 2012, le chiffre d'affaires des produits alimentaires – hors boissons et tabac – augmente porté par les « autres produits alimentaires », (respectivement + 10 % et + 7 % par rapport au même trimestre de 2011), grâce à une demande étrangère bien orientée et des prix à la hausse. Au 4^e trimestre 2012, les huiles et graisses végétales et animales, et les aliments pour animaux, enregistrent la plus nette progression de leur chiffre d'affaires, (resp. + 12 % et + 14 % par rapport au 4^e trimestre 2011). En effet, ces produits ont affiché des prix en forte croissance lors du 4^e trimestre 2012 à la suite du renchérissement des céréales et oléoprotagineux.

Les chiffres d'affaires des viandes et produits à base de viandes, des produits à base de fruits et légumes et des produits laitiers suivent le même rythme que le chiffre d'affaires global des IAA en 2012, marquant d'abord un ralentissement puis une reprise.

Quant aux boissons, en 2012 en glissement annuel, le chiffre d'affaires a accéléré du 1^{er} trimestre (+ 3,4 %) au 3^e trimestre (+ 6,3 %) et a légèrement ralenti au 4^e trimestre (+ 3,6 %). Mais il reste toujours élevé sur l'ensemble de l'année (+ 5 % pour l'année 2012 par rapport à 2011). Ces variations sont dûes essentiellement au ralentissement des exportations, + 4,6 % entre les 4^e trimestres 2011 et 2012 contre + 16 % entre les 2^e trimestres 2011 et 2012.

En 2012, les carnets de commandes étrangers sont moins étoffés

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 4^e trimestre 2012, l'activité des IAA repart à la hausse. Toutefois, les carnets de commandes sont considérés comme moins étoffés qu'en début d'année, qu'ils émanent de la France ou de l'étranger. Les perspectives personnelles de production repartent à la baisse et signalent une possible diminution de l'activité au 1^{er} trimestre 2013.

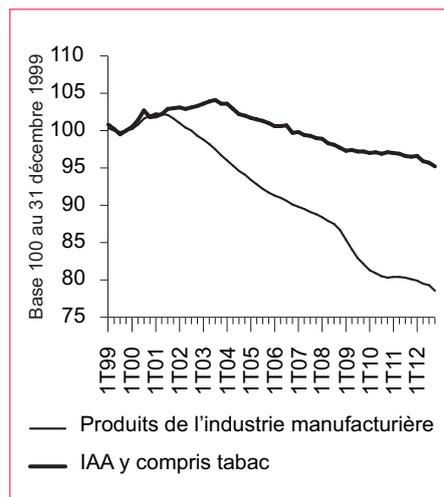
L'emploi salarié des IAA se réduit

L'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisanales de

la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus, diminue légèrement sur un an, avec 5 300 emplois en moins (- 1 %). Fin décembre 2012, le secteur compte 542 200 emplois.

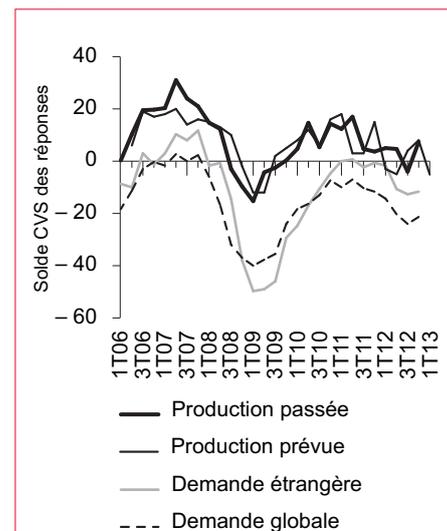
L'emploi salarié dans l'ensemble de l'industrie manufacturière diminue aussi légèrement sur un an, comptant 52 600 emplois en moins (- 1,8 %). Cela fait suite à un recul de 60 000 emplois en 2010 et de 170 000 emplois en 2009. Fin décembre 2012, le secteur compte 2,9 millions d'emplois.

Légère érosion de l'emploi salarié dans les IAA en 2012



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

Au quatrième trimestre 2012, des carnets de commandes dégarnis



Les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Prix et chiffre d'affaires à la hausse en 2012

Évolution en %*	Année 2012/année 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	0,2	3,2	3,2	2,9	3,3
Viandes et produits à base de viandes	-2,4	4,9	3,2	-0,2	6,9
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		1,2	3,4	12,6	-0,8
Produits à base de fruits et légumes	-1,3**	4,4	4,9	0,6	3,9
Huiles et graisses végétales et animales	22,8	3,7	3,4	-16,2	3,9
Produits laitiers	0,5	-0,1	0,3	2,3	-3,2
Produits du travail des grains et produits amylicés	2,4	1,4	0,9	1,8	2,2
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1,6	1,1	2,5	11,0	6,2
Autres produits alimentaires	-1,5	5,3	5,7	6,9	3,8
Aliments pour animaux	0,5	5,0	5,4	8,3	5,2
Boissons	-0,3***	4,0	4,3****	9,9	8,1
Tabac	3,8	6,1		11,7	4,3
IAA y compris tabac	0,2	3,5	3,4	5,1	3,7

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

**** Hors fabrications de cidre et de vins de fruits.

Évolution en %*	1er trimestre 2012/1er trimestre 2011					2e trimestre 2012/2e trimestre 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	2,0	3,7	5,7	7,2	4,6	-3,1	2,0	1,9	3,1	1,1
Viandes et produits à base de viandes	-0,2	5,8	5,5	-0,2	10,1	-3,5	2,8	0,5	-2,3	4,7
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		1,1	5,0	31,5	3,3		-0,9	-0,1	-1,5	-1,3
Produits à base de fruits et légumes	1,2**	5,8	7,5	0,8	3,5	-21,2**	5,4	4,8	-1,4	2,6
Huiles et graisses végétales et animales	21,8	-2,8	3,2	0,5	0,2	22,8	0,8	0,8	-19,2	-7,8
Produits laitiers	3,1	4,0	4,9	7,2	4,5	0,7	-0,6	-0,5	3,2	-8,8
Produits du travail des grains et produits amylicés	1,8	4,0	3,5	5,4	2,1	0,6	0,6	-1,9	3,4	3,4
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	-1,0	2,5	4,1	12,2	6,6	2,0	1,6	2,0	10,6	6,6
Autres produits alimentaires	0,5	7,3	10,4	12,8	4,8	2,0	6,7	7,1	11,3	6,7
Aliments pour animaux	-0,7	-2,8	1,4	6,4	-1,3	0,8	-1,7	1,2	8,1	7,4
Boissons	-0,8***	4,0	3,2****	8,9	5,8	-2,1***	3,7	4,1****	16,4	6,6
Tabac	4,4	5,9		4,2	9,7	-1,9	5,9		16,5	-5,5
IAA y compris tabac	1,7	3,8	5,3	7,5	4,9	-3,0	2,5	2,2	7,1	1,1

Évolution en %*	3e trimestre 2012/3e trimestre 2011					4e trimestre 2012/4e trimestre 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-0,3	3,2	1,1	0,5	1,6	3,4	4,0	4,1	0,6	5,6
Viandes et produits à base de viandes	-5,4	5,4	1,7	-2,7	6,7	-0,9	5,7	5,2	3,9	5,8
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		2,2	4,6	-1,9	-3,1		2,3	4,3	18,9	-1,5
Produits à base de fruits et légumes	-0,5**	4,6	2,4	-1,0	3,6	13,1**	1,9	5,1	1,9	5,7
Huiles et graisses végétales et animales	23,6	5,1	-3,5	-24,9	5,1	23,3	12,3	12,3	-20,0	21,2
Produits laitiers	-2,2	-1,6	-3,3	-0,2	-8,3	-0,4	-1,7	0,1	-1,2	1,1
Produits du travail des grains et produits amylicés	3,3	-0,9	-1,6	-1,2	0,9	4,2	1,9	3,9	-0,9	2,3
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,6	0,4	0,7	10,0	2,8	2,5	0,0	3,1	10,9	8,6
Autres produits alimentaires	1,4	4,9	4,2	6,3	0,8	-0,8	2,5	1,6	-2,0	2,7
Aliments pour animaux	0,8	7,6	4,2	9,8	6,6	1,2	17,4	14,0	8,7	8,7
Boissons	0,5***	3,0	6,3****	10,9	7,5	1,1***	5,3	3,6****	4,6	12,1
Tabac	11,6	6,3		14,7	0,0	2,5	6,4		11,5	15,0
IAA y compris tabac	0,0	3,3	1,9	3,8	2,0	3,1	4,3	4,0	2,0	6,5

Viandes et produits à base de viande : le déficit commercial se creuse en 2012

En 2012, en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne, la production de viandes et produits à base de viande recule, après une année 2011 de forte activité. Les abattages de toutes les principales espèces sont en effet en repli. Côté bovins, les quantités abattues diminuent de 5 %, après une année 2011 d'intense activité et deux années successives de hausse. En 2012, la réduction du nombre de porcins abattus se poursuit mais de manière plus marquée, en lien avec les travaux de mise aux normes des bâtiments d'élevage en faveur du bien-être animal. Le nombre de volailles abattues se replie, à l'exception des dindes. La production de charcuterie industrielle – produits à base de viande – ralentit au second semestre 2012, dans un contexte de prix élevés.

Le solde commercial des viandes et produits à base de viande, déficitaire depuis 2005, se dégrade de 363 millions d'euros. Après deux ans de réduction, le déficit commercial atteint un niveau record, proche de celui de 2009. La stabilité de la valeur des exportations résulte d'un net repli des quantités exportées faute de disponibilité, toutefois compensé par une

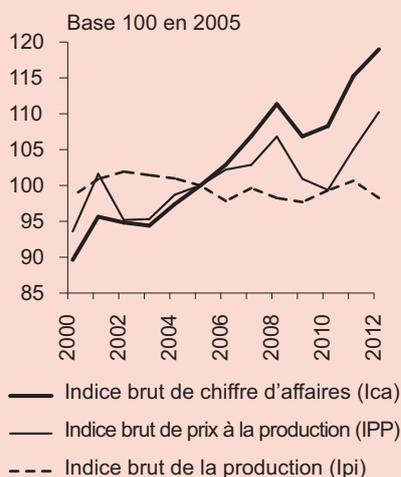
hausse des prix. Les importations augmentent quant à elles en volume et en valeur.

Les prix à la production des viandes et produits à base de viande atteignent un niveau historiquement élevé, soutenant le chiffre d'affaires du secteur. Les prix des viandes de boucherie sont ceux qui augmentent le plus, dans un contexte d'offre

réduite et de maintien de la demande extérieure. La hausse des prix des viandes de volaille s'atténue.

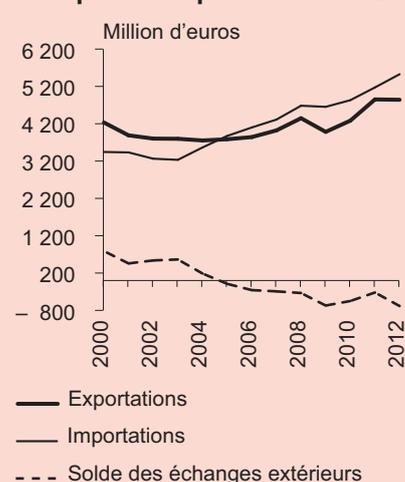
Sur fond d'augmentation des prix, la consommation de viande bovine calculée par bilan recule de 2 %. Celle de viande porcine est stable. La consommation de viande de poulet augmente de 1 %, soutenue par la croissance des importations.

Les prix élevés soutiennent le chiffre d'affaires



Sources : Insee, SSP - Agreste

Les importations progressent plus vite que les exportations en 2012



Source : DGDDI (Douanes)

En 2012, recul de la production de viandes et produits à base de viande après un pic en 2011

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Viandes et produits à base de viandes	- 1,8	+ 4,3	+ 3,0	- 1,1	+ 7,3	- 2,9	+ 5,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 6,0	- 2,4	+ 4,9	+ 3,2	- 0,2	+ 6,9
Viandes de bouch. et produits d'abat.	- 3,6	+ 5,6	+ 3,4	- 2,0	+ 7,4	- 4,4	+ 9,4	+ 5,1	- 0,5	+ 7,3	- 4,0	+ 7,5	+ 4,2	- 1,2	+ 7,4
Viandes de volailles	- 1,6	+ 2,7	+ 1,7	- 3,6	+ 9,1	- 1,1	+ 1,5	+ 2,2	+ 2,7	+ 2,5	- 1,3	+ 2,1	+ 2,0	- 0,1	+ 5,7
Produits à base de viandes	+ 1,7	+ 3,3	+ 2,9	+ 9,7	+ 5,6	- 1,3	+ 2,4	+ 2,1	+ 3,8	+ 5,6	+ 0,1	+ 2,8	+ 2,5	+ 6,4	+ 5,6

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Huiles et graisses végétales : forte progression de la production en 2012

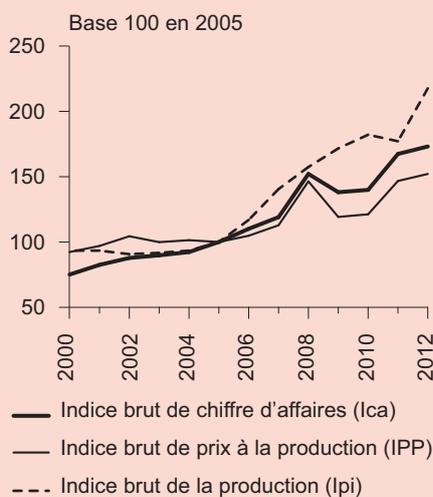
En 2012, le déficit commercial des huiles et graisses se creuse de 22 % par rapport à 2011, ce phénomène s'amorçant en milieu d'année. Les exportations baissent de 16 % tandis que les importations augmentent de 4 %. Plus précisément, ce sont les exportations d'huiles brutes qui se rétractent (- 25 % entre 2011 et 2012), avec, en contrepartie, une hausse de l'activité d'huiles raffinées de 33 % en 2012. Les importations de tourteaux croissent pour leur part de 20 % sur la même période, sous l'effet de la hausse des prix : depuis la campagne 2008/2009, les besoins en trituration pour usage industriel connaissent une forte croissance, comme en témoigne le niveau élevé de la production des huiles et graisses (+ 23 % entre 2011 et 2012).

En 2012, les prix à la production croissent toujours dans le sillage du renchérissement des matières premières. Mais le rythme de la hausse est moins vif qu'en 2011 (+ 3,7 % entre 2011 et 2012, contre + 21 % entre 2010 et 2011). Les cours du

colza et du tournesol, qui s'échangent principalement sous forme d'huiles et de tourteaux, sont tributaires des cours mondiaux du soja. Le marché du soja est tendu à la suite de la faible récolte aux États-Unis du fait de la sécheresse.

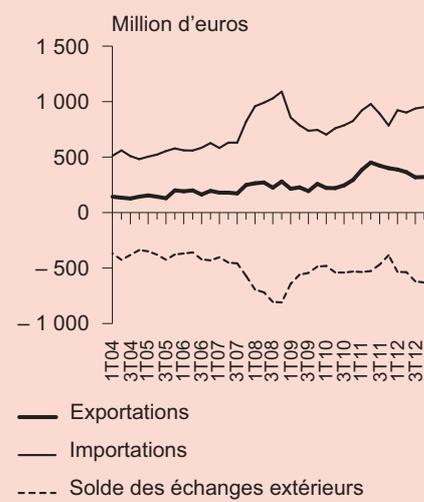
Entre 2011 et 2012, le chiffre d'affaires progresse de 3,4 %, en lien avec des prix à la hausse et une forte activité.

Hausse de la production des huiles et des graisses en 2012



Sources : Insee (Ipi, Ica et IPP) et Agreste (Ipi)

Creusement du déficit commercial en 2012



Source : DGDDI (Douanes)

Forte production d'huiles et graisses en 2012

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Huiles et graisses végétales et anim.	21,8	-2,8	3,2	0,6	0,2	22,8	0,8	0,8	-19,2	-7,8	22,8	3,7	3,4	-16,2	3,9
Huiles et graisses	23,6	-3,2	2,5	0,5	0,4	26,7	0,8	0,7	-19,5	-8,6	25,5	3,9	3,3	-16,5	4,2
Huiles brutes et tourteaux	5,4		5,6			7,8		-2,6			6,8		7,0		
Huiles raffinées	31,7	1,3	-0,7			34,3	-2,2	4,3			33,5	0,4	-0,3		
Margarine	-8,2		13,6	4,6	-2,1	-38,9		2,6	-8,2	1,1	-20,5		4,4	-6,2	0,5

Sources : Insee (Ipi, Ica et IPP), DGDDI (Douanes) et Agreste (Ipi)

Produits laitiers : production stable en 2012

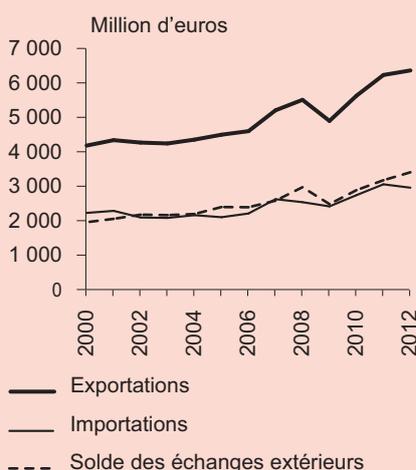
La production de produits laitiers transformés se maintient en 2012, après deux années de progression. Elle a continué à augmenter au 1^{er} semestre, puis la tendance s'est inversée au 2^e semestre au rythme des variations de la collecte laitière. En 2012, les prix à la production des produits laitiers sont stables dans l'ensemble, ce qui contraste avec les évolutions observées pour les autres produits agroalimentaires. Un recul est même observé pour les laits liquides, le beurre et les laits secs, entraînant à la baisse le prix du lait collecté. Corollaire de la stabilité des prix et de la production, le chiffre d'affaires des produits laitiers transformés est quasiment au même niveau qu'en 2011.

Le solde du commerce extérieur des produits laitiers, structurellement excédentaire, contribue largement, avec les boissons, à alimenter l'excédent commercial des produits des industries agroalimentaires. En 2012, il continue sur sa tendance haussière. Même si l'Union euro-

péenne reste le premier client de la France, ce sont les pays tiers qui soutiennent la croissance des exportations. Les expéditions vers les pays tiers augmentent en quantité comme en valeur alors que, dans le même temps, celles à destination de l'Union

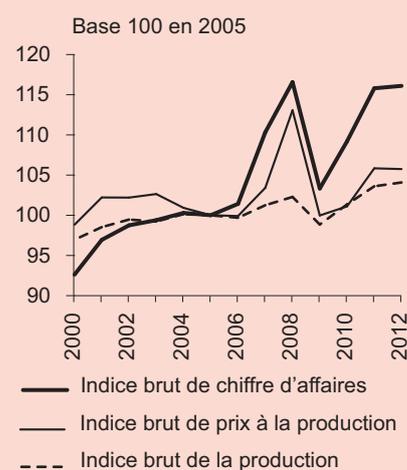
européenne reculent. La hausse de la demande des pays tiers a porté sur tous les produits et particulièrement sur le lait liquide et la crème de lait. Vers l'Union européenne, seules les ventes de produits frais sont dynamiques.

Un excédent commercial de 3,4 milliards d'euros en 2012



Source : DGDDI (Douanes)

L'activité des produits laitiers se stabilise en 2012



Sources : Insee, SSP - Agreste

Bien orientée au 1^{er} semestre, l'activité des produits laitiers se replie fin 2012

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation
Produits laitiers	1,6	1,4	2,1	5,2	-2,7	-0,8	-1,6	-1,5	-0,8	-3,7	0,5	-0,1	0,3	2,3	-3,2
Produits laitiers et fromages	1,8	1,4	1,6	5,1	-3,2	-1,2	-1,6	-1,9	-0,9	-2,9	0,3	-0,1	-0,2	2,0	-3,1
Lait liquide, crème de lait, produits frais	2,8		1,4			1,8		-3,0			2,3		-0,8		
Lait liquide		0,1		-4,7	-10,3		-4,7		-2,2	-2,6		-2,3		-3,5	-6,5
Crème de lait		2,0		-9,8	-9,5		-1,8		-26,0	-5,1		0,1		-18,2	-7,5
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		2,3		16,9	-1,9		1,3		10,0	-0,7		1,8		13,5	-1,3
Beurre conditionné GMS	0,3	1,6	0,0	-2,5	-18,6	-6,8	-5,0	-9,3	-7,5	-8,3	-3,0	-1,7	-4,8	-5,0	-13,4
Fromages	1,5	1,5	0,2	2,7	3,8	-1,9	-0,3	-1,0	2,4	-1,1	-0,1	0,6	-0,4	2,5	1,3
Laits secs	0,6	-1,2	9,3			-4,4	-4,6	2,6			-1,6	-2,9	5,9		
Lait en poudre écrémé				20,0	3,3				-12,2	-0,3				3,5	1,4
Lait en poudre entier				1,4	32,2				-0,4	-13,2				0,5	8,4
Caséine et caséinates		7,8		18,8	17,9		1,7		-12,1	-14,2		4,6		2,7	0,7
Glaces et sorbets	-0,9	0,1	11,8	6,1	2,0	11,3	0,8	6,9	1,5	-15,4	3,1	0,4	9,4	4,2	-5,1

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Sucre et produits de seconde transformation : toujours de bons résultats à l'exportation

En 2012, la production de plats préparés est dynamique, une exception parmi les « autres produits alimentaires ». En effet, les autres productions se stabilisent comme celle de la chocolaterie-confiserie. Ou bien elles reculent : c'est le cas du sucre, du café, du thé, des aliments pour enfants, et des préparations alimentaires diverses comme les sandwiches, les soupes, la levure, etc.

Les prix à la production des « autres produits alimentaires » poursuivent leur tendance haussière, de manière plus prononcée au premier semestre. L'augmentation des prix est très marquée pour le sucre, un produit fortement tourné vers l'exportation. En 2012, le prix à la production des cafés et thés transformés ralentit sa progression mais dépasse le prix très élevé de 2011.

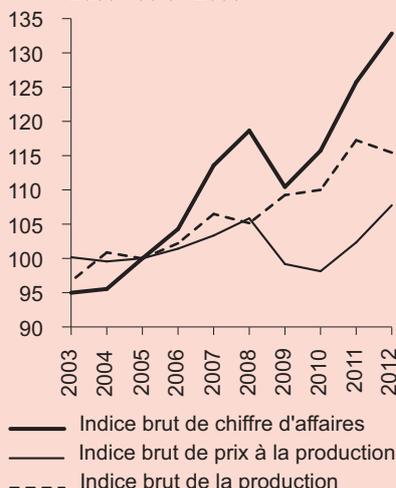
Le chiffre d'affaires des « autres produits alimentaires », pénalisé par le recul de la production, augmente à un rythme moindre qu'en 2011. La hausse importante de la fabrication de plats préparés a peu d'effet sur le chiffre d'affaires de ce secteur qui est quasi stable en 2012. L'augmentation des volumes produits a dû concerner essentiellement des plats préparés peu coûteux.

Structurellement excédentaire, le solde commercial des « autres produits alimentaires » progresse encore, un peu plus en valeur (+ 29 %) qu'en quantité (+ 10 %). Il atteint 1,9 million de tonnes pour un milliard d'euros en valeur. Sauf pour les thés et cafés transformés, tous les soldes commerciaux s'améliorent. C'est le cas de produits pour lesquels le solde est habituellement positif – le sucre, les préparations alimentaires

diverses, les aliments pour enfants et les plats préparés – mais aussi pour les produits de chocolaterie et confiserie pour lesquels le déficit diminue. La valeur des exportations progresse un peu plus vite vers les pays tiers que vers l'Union européenne (+ 10 % contre + 6 %). Les importations augmentent quant à elles au même rythme, de l'ordre de 4 %, pour ces deux provenances.

Le chiffre d'affaires porté par les prix en 2012

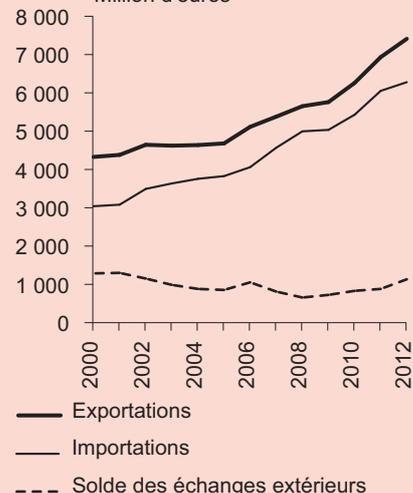
Base 100 en 2005



Sources : Insee, SSP-Agreste

Plus d'un milliard d'euros d'excédent commercial

Million d'euros



Source : DGDDI (Douanes)

La production de plats préparés continue de se développer en 2012

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
Autres produits alimentaires	-1,8	7,0	8,7	12,3	5,8	-1,4	3,7	2,8	2,0	1,9	-1,5	5,3	5,7	6,9	3,8
Sucre	-5,4	29,2	31,3	20,2	-0,3	-1,3	15,6	10,3	1,2	-18,9	-1,5	22,0	21,3	10,1	-10,6
Cacao, chocolat et produits de confiserie	-1,6	2,6	4,0	10,6	0,6	1,7	4,4	1,5	-1,5	-5,5	0,1	3,5	2,7	4,0	-2,6
Café et thé transformés	-1,8	9,2	11,3	4,6	15,5	-5,7	-3,0	-1,6	4,4	16,8	-3,8	2,8	4,5	4,5	16,2
Conditionnements et assaisonnements		3,1	-1,1	19,4	5,9		0,1	-1,9	8,5	3,8		1,6	-1,5	13,9	4,8
Plats préparés	16,1	2,5	1,5	11,8	7,5	9,4	0,5	0,3	0,7	2,3	12,8	1,5	0,9	6,2	4,9
Aliments homogénéisés et diététiques	-1,9	0,8	-1,4	13,2	23,2	-3,2	0,1	1,8	21,7	24,1	-2,6	0,5	0,2	17,6	23,7
Produits alimentaires divers	-7,4	7,3	8,6	11,1	5,3	-4,2	8,3	5,8	0,8	6,6	-6,0	7,8	7,1	5,8	6,0

Sources : Insee (Ica, Ipi et IPP), DGDDI (Douanes) et Agreste (Ipi)

Aliments pour animaux : des prix toujours élevés en 2012

En 2012, la production d'aliments composés pour animaux de ferme est stable, à l'image de la production européenne. La France est le deuxième producteur européen d'aliments composés, derrière l'Allemagne et devant l'Espagne. Les tonnages d'aliments produits en France, essentiellement destinés au marché intérieur, reflètent l'activité de l'élevage. Ainsi, la production d'aliments pour volailles, la plus importante en volume, suit le rythme des productions avicoles : reprise pour les dindes, légère baisse pour les poulets, les pintades et les canards. La production d'aliments pour porcins continue de s'éroder mais de manière plus vive en 2012, parallèlement au recul de la production porcine. Seule la production destinée aux bovins augmente, en particulier celle des aliments pour vaches laitières, pour répondre à une plus forte

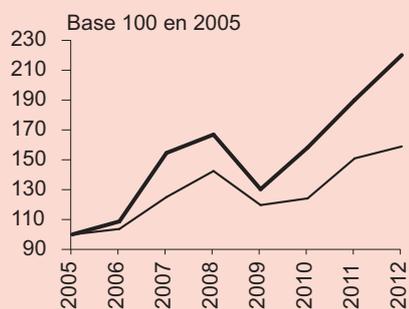
demande en correcteurs azotés. Après trois années de baisse, la production d'aliments pour animaux de compagnie retrouve quant à elle un léger mieux.

L'année 2012 est marquée par une hausse des prix à la production des aliments pour animaux de ferme au second semestre, résultant de l'envolée des prix des matières premières. Le niveau atteint sur l'année dépasse ainsi celui déjà très élevé de 2011. Le prix des aliments composés ne répercute cependant pas intégralement les variations des coûts des matières premières. L'optimisation des formulations, le stockage, la contractualisation et les délais de réapprovisionnement permettent de lisser les fluctuations des cours (*Fortes hausses des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012, Moyens de production n° 2012/194,*

octobre 2012). De même, le prix des aliments pour animaux de compagnie augmente, mais dans une moindre mesure. Le chiffre d'affaires croît, surtout au second semestre, soutenu par la hausse des prix.

Le solde commercial des aliments pour animaux, structurellement excédentaire, retrouve sa tendance haussière, après une inflexion en 2011. Les échanges progressent au même rythme en volume et en valeur (+ 11 %). Les aliments composés pour animaux de ferme restent avant tout une production destinée au marché français. La part des tonnages exportés ou importés sont inférieurs à 5 %. Au contraire pour les animaux de compagnie, les échanges sont plus soutenus, les exportations représentant près de la moitié des volumes produits.

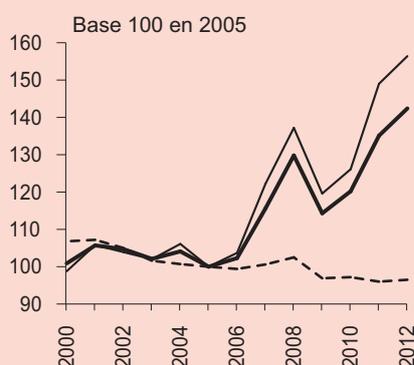
En 2012, les prix des aliments composés répercutent de façon amortie les variations des cours des matières premières



— Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale (Ippa)
— Indice brut de prix à la production des aliments pour animaux de ferme (Ipp)

Sources : Insee, SSP - Agreste, La Dépêche - Le Petit Meunier

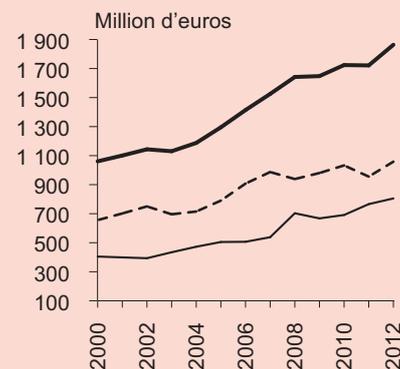
Le chiffre d'affaires progresse en 2012



— Indice brut de chiffre d'affaires
— Indice brut de prix à la production
- - - Indice brut de la production

Source : Insee, SSP - Agreste

Aliments pour animaux : l'excédent commercial repart à la hausse en 2012



— Exportations
— Importations
- - - Solde des échanges extérieurs

Source : IDGDDI (Douanes)

La production des aliments pour animaux se stabilise en 2012

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Aliments pour animaux	0,0	- 2,2	1,3	7,2	2,5	1,0	12,3	9,2	9,1	7,5	0,5	5,0	5,4	8,3	5,2
Aliments pour animaux de ferme	0,2	- 3,3	- 0,8	7,2	- 4,0	0,3	14,0	9,7	16,4	0,4	0,3	5,3	4,6	11,9	- 1,8
Aliments pour anim. de compagnie	- 0,3	3,2	8,9	7,2	10,3	2,7	4,0	7,6	4,9	15,6	1,2	3,6	8,2	6,0	13,0

Sources : Insee, SSP - Agreste (Douanes)

Boissons : record à l'exportation en 2012

En 2012, la production des vins et champagne fléchit fortement, après une récolte abondante en 2011. Elle atteint même un niveau historiquement bas, pénalisée par des conditions climatiques défavorables tout au long de la campagne. La production de bière augmente surtout au second semestre, en lien avec la demande accrue qui a précédé la hausse de sa taxation au 1^{er} janvier 2013. La production de boissons dites rafraîchissantes – colas, sodas, etc. – est en hausse sur l'année. Cette activité, très dépendante des conditions climatiques, a pâti d'un printemps et d'un début d'été maussades, compensés par des températures élevées au mois d'août. La production d'eaux de table – minérales et de source – se replie, souffrant du recul de la demande extérieure.

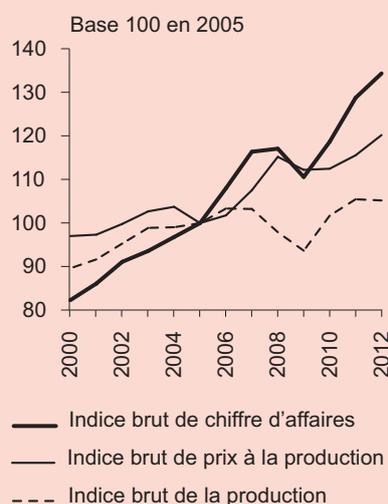
En 2012, les prix des vins et champagnes sont en hausse, tirés par les marchés à l'exportation. Les prix à la production des boissons dites rafraîchissantes augmentent, dans un contexte de cours élevés des fruits et du sucre. Le prix à la production de la bière augmente de 4 %, mais cinq fois moins que le prix du malt.

En 2012, le chiffre d'affaires de l'ensemble des boissons poursuit sa tendance haussière et atteint un niveau élevé, en lien avec l'accroissement des prix. Le chiffre d'affaires des eaux de table est en léger recul,

pénalisé par le repli de la production. En 2012, le solde commercial des boissons, structurellement excédentaire, est en hausse et atteint 10,6 milliards d'euros, un niveau particulièrement élevé. La reprise des exportations, initiée en 2010, se poursuit. Les expéditions de vins et champagnes augmentent de 9 %, grâce à la hausse conjuguée des volumes et des prix. Même si le Royaume-Uni demeure le premier client de la France, ce sont les États Unis qui contribuent le plus à la croissance des exportations. La

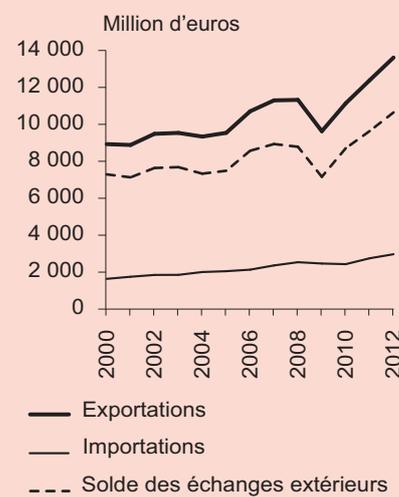
demande de la Chine, toujours soutenue, se modifie : plus de vins de Bordeaux y sont expédiés, mais dans des gammes moins chères. Les exportations d'alcools distillés sont en hausse avec des volumes stables et des prix en augmentation (*En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013*). Seules les exportations d'eaux de table, qui représentent 5 % en valeur des exportations de boissons, se replient.

Le chiffre d'affaires à un niveau élevé en 2012



Sources : Insee, SSP - Agreste

Les exportations de boissons continuent de progresser en 2012



Source : DGDDI (Douanes)

La production de boissons est globalement stable en 2012

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2012/1 ^{er} sem. 2011					2 ^e sem. 2012/2 ^e sem. 2011					Année 2012/Année 2011				
	Pro-duction*	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction*	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction*	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
Boissons	1,5	3,9	3,7**	12,9	6,0	0,8	4,2	4,8**	7,5	9,9	-0,3	4,0	4,3**	9,9	8,1
Boissons alcooliques distillées (rhum, whisky, cog., eaux de vie)	5,6	8,9	3,6	15,7	-6,3	1,6	8,3	2,8	11,5	-12,3	3,3	8,6	3,1	13,3	-9,7
Spiritueux composés + 15° (anisés, crèmes et liqueurs)		11,4					10,8					11,1			
Champagne et mousseux	-7,1	0,6	1,8	2,7	24,5	-3,2	0,1	-0,4	6,4	2,1	-4,6	0,3	0,4	5,0	11,5
Vins			1,9	18,2	1,4			4,3	4,1	-1,4			3,2	10,7	-0,1
Cidres et autres vins de fruits		-0,2		27,9	6,4		-0,5		2,6	11,3		-0,4		13,8	9,0
Autres boissons fermentées non distillées		-2,5	4,2	24,8	-1,3		-3,6	5,0	23,6	16,5		-3,1	4,6	24,2	7,4
Bière	-0,4	4,3	6,0	48,8	13,0	11,4	4,4	11,1	-4,3	21,5	5,3	4,3	8,5	18,2	17,2
Malt	0,0	17,9	14,0	11,6	121,8	-1,2	22,2	6,7	11,3	45,9	-0,6	20,0	10,3	11,4	78,9
Boissons rafraîchissantes,	2,2	14,3	10,6	3,3	0,1	8,8	12,4	14,6	11,1	24,5	5,3	13,3	12,5	6,9	11,7
Eaux de table	-2,2	3,7	-5,1	-14,7	-2,2	-2,0	2,3	6,0	8,1	7,8	-2,1	3,0	-0,2	-4,9	2,4

* l'Ipi ne comprend pas les vins

** Non compris les cidres et vins de fruits

Sources : Insee, SSP - Agreste, DGDDI (Douanes)

Autres secteurs

Produits à base de fruits et légumes

En 2012, la production de préparations et conserves à base de fruits baisse. La fabrication de compotes a en effet été pénalisée par une chute importante de la production de pomme en France et dans l'Union européenne. La production de légumes transformés affiche un léger recul. La fabrication de jus de fruits et légumes se maintient, la baisse de consommation due à un printemps maussade ayant été compensée par une consommation estivale plus favorable. Pour les fruits et légumes transformés, la hausse des prix à la production amorcée en 2011 continue. Pour les jus de fruits et légumes, elle se situe à + 4,4 % dans un contexte de cours élevés des matières premières. Pour les compotes et purées de fruits, elle atteint + 15 %, en lien avec la hausse du prix des

pommes. En 2012, le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes augmente moins qu'en 2011, pénalisé par le recul de l'activité. Le déficit chronique du commerce extérieur des fruits et légumes transformés continue de se creuser, au même rythme qu'en 2011.

Farines et produits amylicés

En 2012, la fabrication de produits amylicés, stable en 2011, retrouve son dynamisme (12 %). La production de farines, en recul de 3 %, revient à son niveau de 2010. À la suite d'une flambée en 2011, les prix à la production des produits amylicés reculent, tout en restant à un haut niveau. Les prix des farines, en hausse de 3 %, atteignent un niveau record dans un contexte de cours du blé élevé. Après une croissance importante en 2011, l'excédent commercial des farines et produits amylicés se

maintient à une valeur proche de 1,3 milliard d'euros.

Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

En 2012, la fabrication de produits de la boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires augmente peu (1,6 %), après un léger repli en 2011 (- 1,4 %). La production ne connaît pas de grandes oscillations dans le temps : quand elles ne sont pas nulles, les variations, à la hausse ou à la baisse, ne dépassent jamais 2 %. Les prix à la production subissent les variations des prix des céréales. En 2012, ils poursuivent leur hausse pour retrouver le niveau élevé de 2008. Après une détérioration en 2011, le déficit commercial se réduit, en valeur comme en volume, grâce à la hausse des volumes exportés vers l'Union européenne et vers les pays tiers.

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2010 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.

L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2010 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2010, l'industrie agroalimentaire – y compris artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – compte près de 53 000 entreprises et emploie 575 000 personnes, d'après les premiers résultats du nouveau dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

En excluant l'artisanat commercial, l'industrie agroalimentaire repose sur 13 500 entreprises et 417 000 salariés qui réalisent 93 % du chiffre d'affaires global. La transformation de produits

de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 38 % du chiffre d'affaires et 42 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée, de l'emploi et des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices des boissons et des « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) forment les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des IAA en 2010 - Ensemble des entreprises

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Entreprises	Salariés	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'exportation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des industries agricoles et alimentaires	53 412	575 488	159 897	28 617	35 762	21 847	11 281	7 697	6 408
Artisanat commercial	39 894	158 624	11 638	44	5 628	4 178	1 309	792	826
Charcuterie	4 334	14 168	1 642	10	591	432	138	98	98
Boulangerie-pâtisserie	35 560	144 456	9 995	35	5 036	3 746	1 170	694	728
Industrie agroalimentaire (hors artisanat commercial)	13 518	416 864	148 259	28 572	30 134	17 669	9 972	6 904	5 582
Industries alimentaires (hors artisanat commercial)	10 942	371 705	123 453	21 100	23 375	15 033	6 730	4 342	3 656
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 462	115 342	30 656	3 386	5 387	4 047	889	470	296
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	312	12 747	3 142	297	612	437	139	74	51
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 082	26 182	7 582	1 303	1 570	1 014	455	305	166
Fab. huile et graisse végétale & animale	209	3 038	3 372	688	426	164	210	179	101
Fabrication de prod. laitiers	1 250	55 984	25 495	4 522	3 643	2 416	977	447	310
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	502	14 449	6 397	2 764	1 443	757	551	446	418
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 336	46 627	10 033	1 149	2 693	1 781	752	462	324
Fabrication autres produits alimentaires	3 351	78 892	25 890	5 358	6 026	3 482	2 188	1 515	1 424
Fabrication d'aliments pour animaux	438	18 444	10 887	1 635	1 576	934	569	444	566
Fabrication de boissons	2 571	43 321	23 579	7 106	6 151	2 437	2 977	2 168	1 564
Fabrication de produits à base de tabac	5	1 838	1 228	366	609	200	265	395	362

Champ : ensemble de toutes les entreprises, Dom et artisanat commercial inclus.

Sources : Insee - Esane, Retraitement SSP (Données provisoires)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les synthèses trimestrielles IAA : le premier mois de chaque trimestre

- « L'activité des IAA se stabilise au troisième trimestre 2012 », synthèse n° 2013/200, janvier 2013
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », synthèse n° 2012/185, juillet 2012
- « IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011 », synthèse n° 2012/177, avril 2012
- « Le dynamisme des IAA se maintient au troisième trimestre 2011 », synthèse n° 2012/171, janvier 2012
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », synthèse n° 2011/168, décembre 2011
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « IAA : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011 », synthèse n° 2011/158, octobre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », synthèse n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », synthèse n° 2011/155, juillet 2011
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », synthèse n° 2011/147, avril 2011
- « IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010 », synthèse n° 2011/139, janvier 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », synthèse n° 2010/136, décembre 2010
- « Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010 », synthèse n° 2010/127, octobre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », synthèse n° 2010/125, septembre 2010

Retour éditorial

Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait

Au premier trimestre 2013, les exportations de produits des industries agroalimentaires restent stables par rapport au premier trimestre 2012 alors que leurs importations progressent. Ainsi, l'excédent commercial des industries agroalimentaires baisse sur un an. Les « autres produits alimentaires » – sucre et produits de seconde transformation – tiennent une part prépondérante dans cette évolution. La consommation des ménages se maintient. Pour autant, l'activité des IAA du premier trimestre 2013 diminue sur un an. Les boissons sont les produits dont la production a le plus fortement décliné. Toutefois, le chiffre d'affaires progresse sur cette période grâce à des prix élevés, répercutant la hausse du prix des matières premières. L'emploi salarié diminue entre les premiers trimestres 2012 et 2013.

Diminution des exportations des « autres produits alimentaires »

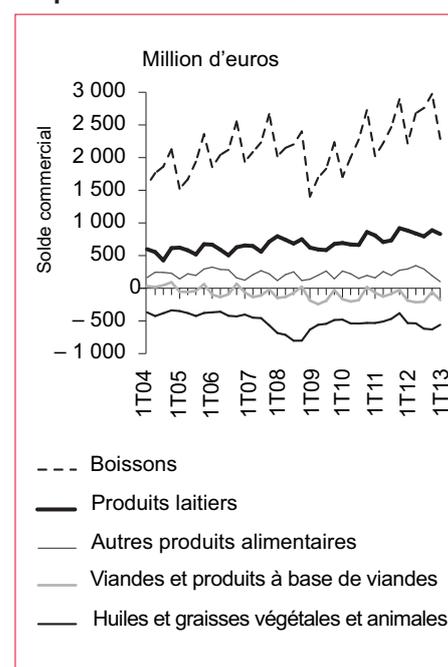
Au 1^{er} trimestre 2013, l'excédent des échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires (IAA), y compris tabac, s'établit à 1,4 milliard d'euros contre 1,7 milliard au 1^{er} trimestre 2012, soit un recul de 13 % sur un an. Hors tabac, il atteint 1,8 milliard d'euros, contre 2 milliards au 1^{er} trimestre 2012. Malgré ce recul, l'excédent commercial dépasse celui du 1^{er} trimestre 2011, et même le fort excédent du 1^{er} trimestre 2008 atteint avant la crise économique de 2009. Avec 10,1 milliards d'euros, les exportations sont relativement stables (- 0,3 %). Les importations augmentent de 2,3 % pour atteindre 8,7 milliards d'euros.

Les produits dits « autres produits alimentaires » et qui comprennent le sucre, la chocolaterie, le café, les plats préparés, etc., pèsent le plus fortement

sur le recul de l'excédent commercial (*Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française, n° 2011/168, décembre 2011*). En effet, au 1^{er} trimestre 2013, leurs exportations fléchissent de 5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012, après une hausse de 13 % entre les 1^{ers} trimestres 2011 et 2012. Les exportations de sucre diminuent notamment, prolongeant la baisse amorcée au 4^e trimestre 2012. De fait, en 2012, l'excédent commercial des « autres produits alimentaires » était exceptionnellement haut. Les volumes exportés de sucre, très élevés, ont bénéficié d'un dépassement de contingent (*L'activité des IAA se stabilise en 2012, n° 2013/209, p. 9/14, avril 2013*). Ce début d'année 2013 marque un retour à un niveau plus habituel.

Pour les produits laitiers, la baisse sur un an des exportations (- 2,8 %) réduit

Baisse du solde commercial des « autres produits alimentaires » au premier trimestre 2013



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

leur excédent commercial. Pour les *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et les *huiles et graisses végétales et animales*, le repli des exportations (resp. - 13 % et - 18 %), aggrave leur déficit commercial. Les *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes* et les *produits du travail des grains et produits amylicés*, avec une hausse de leurs importations (resp. + 7 % et + 9 %), contribuent également à creuser le déficit commercial des produits des IAA, hors tabac et boissons.

En revanche, le déficit commercial des *viandes et produits à base de viande* se réduit de 8 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013, les exportations progressant de 3,7 %. De plus, l'excédent commercial des *aliments pour animaux* augmente grâce à la hausse conjointe des prix et des volumes exportés.

En 2013, l'excédent commercial des *boissons* continue de croître (+ 2,9 %). Il est essentiellement tiré par la hausse des exportations des *autres boissons fermentées non distillées (vermouths)* de 0,5 million (+ 7,2 %) et des *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille* (+ 6 %). Les vins et les *boissons alcooliques distillées*, constituent la grande part des volumes vendus, leurs exportations augmentant respectivement de 24 millions (+ 1,5 %) et de 23 millions (+ 3 %) entre les premiers trimestres 2012 et 2013.

Stabilité de la consommation des ménages

D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes consommés par les ménages sont équivalents aux 1^{ers} trimestres 2012 et 2013, qu'il s'agisse des produits industriels agroalimentaires, y compris le tabac, ou des produits bruts de l'agriculture et de la pêche, les fruits et légumes, les poissons frais, etc.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, le repli sur un an des volumes de viande achetés, amorcé au 4^e trimestre 2012, se poursuit au premier trimestre 2013 (- 1,7 %). Les viandes de volailles font exception, les achats progressant au contraire de

1,4 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume recule entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013. Toutefois, si celle des yaourts, de la crème fraîche de longue conservation et du lait de consommation se rétracte, la consommation à domicile des produits tels que le beurre et la crème fraîche continue d'augmenter, de même que celle de fromages.

Repli marqué de l'activité des boissons et des « autres produits alimentaires »

En concordance avec une économie mondiale peu dynamique début 2013, l'activité totale des industries agroalimentaires - c'est à dire leur production en volume - fléchit de 4,3 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013. Hors boissons et tabac, le fléchissement est de 3,3 %.

Au 1^{er} trimestre 2013, la filière des *boissons* perd 8,5 % de son activité par rapport au premier trimestre 2012. Les boissons les plus affectées sont les bières et les boissons rafraîchissantes (resp. - 20 % et - 24 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013). D'une

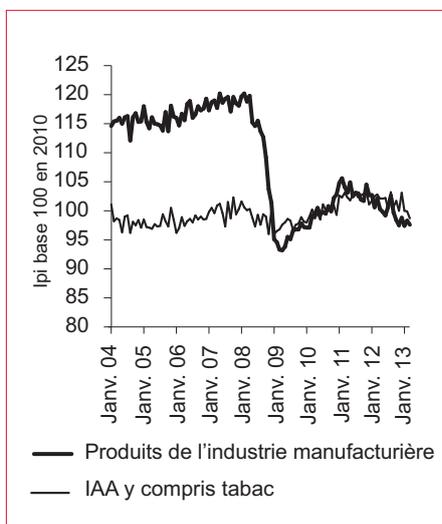
part, en 2012, la production de bière avait fortement augmenté, les industriels ayant anticipé la hausse des droits d'accises sur la bière prévue en 2013. D'autre part, le climat de mars 2013 favorise peu la consommation de ce type de boissons.

Les « *autres produits alimentaires* » sont aussi très touchés, leur production diminuant de 7,8 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013, et parmi eux plus particulièrement les *plats préparés*. Pour les *produits du travail des grains et produits amylicés*, la production est inférieure de 6,3 % à celle du 1^{er} trimestre 2012. Pour les *huiles et graisses végétales et animales*, l'activité est réduite de 3,7 % et les exportations de 18 %. Après un sursaut fin 2012, la production de *viandes et produits à base de viande* recule de nouveau (- 3,1 % entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013), en lien avec la réduction des abattages. Quant aux *produits laitiers*, la production régresse de 2,2 % sur un an, du fait d'une collecte laitière moins abondante.

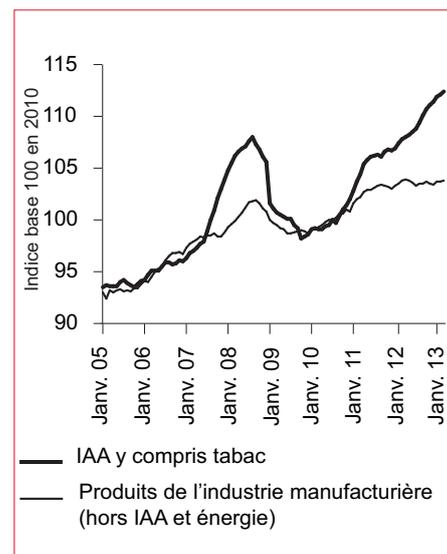
Seuls les *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, et les *aliments pour animaux*, maintiennent leur activité quasiment au niveau du 1^{er} trimestre 2012 (resp. - 0,7 % et - 0,2 %).

Début 2013, prix des produits des IAA en hausse

Activité des IAA en recul au premier trimestre 2013



Sources : Insee et Agreste - indice de production industriel (Ipi) CVS et CJO



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

Prix à la production des produits des IAA en hausse

Après avoir ralenti fin 2012, la hausse des prix à la production des produits des IAA s'accélère au 1^{er} trimestre 2013 (+ 4,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et + 4,2 % hors boissons et tabac). Cette accélération résulte du renchérissement soutenu des matières premières.

Les prix à la production des *aliments pour animaux*, des *huiles et graisses végétales et animales* et des *produits du travail des grains et produits amylicés* subissent le plus fortement les cours élevés des céréales et des oléoprotéagineux (resp. + 18 %, + 15 % et + 9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012). Les prix des *viandes et produits à base de viande* et des « *autres produits alimentaires* » augmentent aussi, mais à un rythme moins soutenu (resp. + 5 % et + 2,3 %). La hausse est plus marquée pour les *produits de cacao, chocolat et produits de confiserie* (+ 7 %) et les *viandes de volailles* (+ 5 %). Les prix à la production des *boissons* dépassent de 5 % ceux du 1^{er} trimestre 2012, la hausse intégrant le bond du prix de la bière (+ 17 % en un an) qui répercute la hausse des droits d'accise.

Pour les *produits à base de fruits et légumes*, la hausse des prix à la production continue de ralentir, le pas ayant été marqué au 4^e trimestre 2012 (+ 0,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012). Quant aux prix des *produits de préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et aux *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, leurs prix se maintiennent entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013.

À l'inverse, au 1^{er} trimestre 2013, les prix à la production des *produits laitiers* continuent de baisser (- 1,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012), impactés par la baisse des prix du *beurre* et des *poudres de lait*. Le *beurre conditionné GMS* est le produit le plus impacté (- 2,5 %).

Chiffre d'affaires des aliments pour animaux en forte croissance

Au 1^{er} trimestre 2013, le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires

continue de croître (+ 2,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012), mais de manière moins vive qu'au 4^e trimestre 2012 en raison d'un recul de la production. Cette croissance s'est amorcée début 2010, après une contraction en 2009 causée par la baisse simultanée des prix et de l'activité. Au 1^{er} trimestre 2013, le chiffre d'affaires des IAA dépasse nettement le niveau record du 1^{er} trimestre 2008, dans le contexte de la précédente flambée des prix.

Le chiffre d'affaire des *aliments pour animaux* progresse le plus (+ 11 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012), grâce à des prix très hauts. Les chiffres d'affaires des *huiles et graisses végétales et animales* (+ 5 %) et des *produits du travail des grains et produits amylicés* (+ 6 %) sont également dynamisés par la hausse des prix. Quant aux *produits à base de fruits et légumes*, c'est la production qui stimule leur chiffre d'affaires (+ 3,3 % par rapport à 2012). La demande étrangère tire à la hausse le chiffre d'affaires des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*. Pour les *viandes et produits à base de viandes*, l'augmentation du chiffre d'affaires résulte d'exportations accrues et de prix soutenus. Il en est de même pour les *boissons* (+ 3,1 %) : le chiffre d'affaires des *boissons alcoo-*

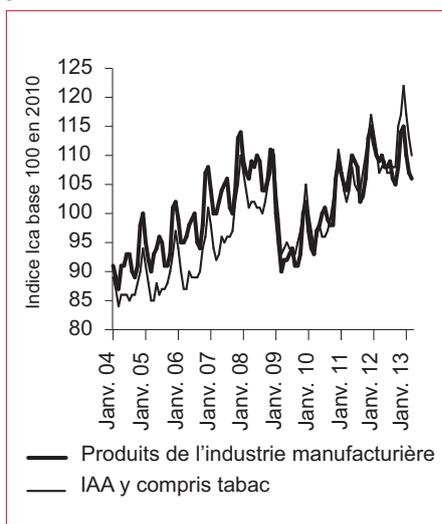
liques distillées croît de 14 % et celui du malt de 11 %. Pour les « *autres produits alimentaires* », le chiffre d'affaires est stable grâce à des prix en hausse. À l'inverse, celui des *produits laitiers* baisse, à cause de la diminution conjointe des prix et de la production : au 1^{er} trimestre 2013, les chiffres d'affaires du *beurre* et du *lait sec* sont inférieurs respectivement de 4,6 % et 3,3 % à ceux du 1^{er} trimestre 2012.

L'emploi salarié des IAA perd 4 700 emplois entre mars 2012 et mars 2013

Fin mars 2013, les industries agroalimentaires (y c. tabac) comptent 541 800 emplois salariés. Sont inclus les salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie. La filière perd 4 700 emplois entre les mois de mars 2012 et 2013 (- 0,9 %), contre 2 500 entre mars 2011 et 2012.

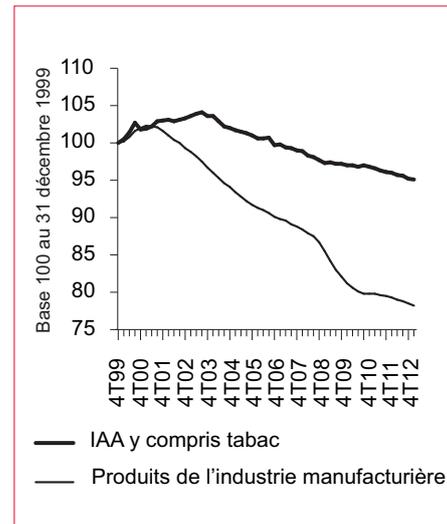
Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, le recul sur un an est plus important, touchant 40 800 emplois (- 1,4 %). Il s'ajoute aux reculs successifs de 60 000 emplois en 2010 et de 170 000 emplois en 2009. Fin mars 2013, l'industrie manufacturière compte 2,8 millions d'emplois salariés.

Le chiffre d'affaires des IAA poursuit sa hausse en 2013



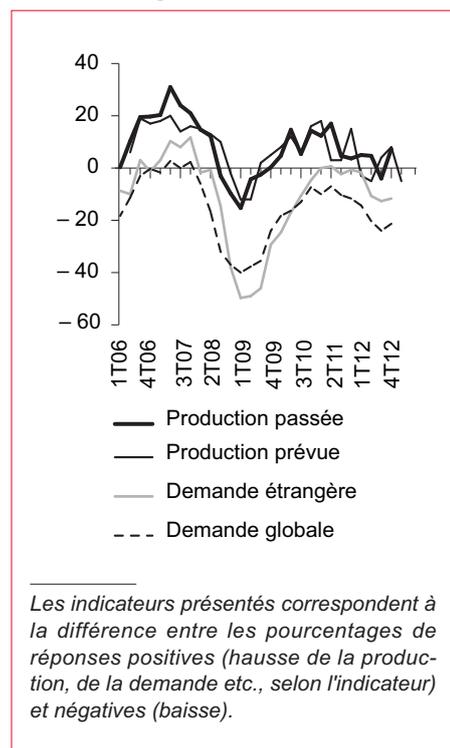
Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut de chiffre d'affaires, marché intérieur et exportations

Légère accélération de l'érosion de l'emploi salarié dans les IAA au début de l'année 2013



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

Au premier trimestre 2013, des carnets de commandes faiblement garnis



Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Carnets de commandes globaux et étrangers moins fournis

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 1^{er} trimestre 2013, l'activité des IAA reste stable. Quant aux carnets de commandes globaux et

étrangers, ils suivent la même tendance qu'en 2012, et sont jugés peu étoffés. Les perspectives personnelles de production se replient au 1^{er} trimestre 2013 mais laissent envisager une reprise de l'activité au 2^e trimestre 2013.

Production des IAA en recul au premier trimestre 2013

Évolution en %*	1 ^{er} trimestre 2013/1 ^{er} trimestre 2012					Année 2012/2011				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	-3,3	4,2	2,3	-1,6	2,4	-0,9	3,1	3,1	2,9	3,3
Viandes et produits à base de viandes	-3,1	5,4	2,4	3,7	2,0	-2,4	5,0	3,1	-0,1	6,8
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		0,3	2,1	-13,3	-1,8		1,2	3,4	12,6	-0,7
Produits à base de fruits et légumes	3**	0,8	3,3	2,0	0,9	-1,7**	4,4	5,0	0,7	3,9
Huiles et graisses végétales et animales	-3,7	15,4	5,4	-17,8	-4,8	12,7	3,4	5,2	-16,2	3,9
Produits laitiers	-2,2	-1,7	-1,7	-2,8	1,0	0,3	-0,1	0,4	2,3	-3,2
Produits du travail des grains et produits amylicés	-6,3	9,4	5,8	1,5	8,6	3,8	-0,8	0,8	1,8	2,4
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	-0,7	0,7	3,6	9,1	7,0	1,2	1,1	2,5	11,0	6,2
Autres produits alimentaires	-7,8	2,3	-0,1	-5,0	7,0	-3,7	5,5	4,9	6,9	3,8
Aliments pour animaux	-0,2	18,2	11,0	6,3	10,2	0,5	5,0	5,4	8,3	5,2
Boissons (hors fab. de cidre et vins de fruits)	-8,5***	5,0	3,1	2,9	2,8	-1,7***	3,0	4,2	9,9	8,2
Tabac	-11,1	6,6		5,9	0,4	3,8	6,2		11,7	4,3
IAA y compris tabac	-4,3	4,4	2,4	-0,3	2,3	-0,9	3,3	3,2	5,1	3,7

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Sources et définitions

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2010 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2010. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence, lorsqu'elle n'est pas précisée, correspond au même trimestre de l'année précédente.

IAA 2010 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2010, l'industrie agroalimentaire – y compris artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – compte près de 53 000 entreprises et emploie 575 000 personnes, d'après les premiers résultats du nouveau dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises.

En excluant l'artisanat commercial, l'industrie agroalimentaire repose sur 13 500 entreprises et 417 000 salariés qui réalisent 93 % du chiffre d'affaires global. La transformation de produits

de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 38 % du chiffre d'affaires et 42 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée, de l'emploi et des exportations directes des entreprises concernées. Les industries très exportatrices des boissons et des « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) forment les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des IAA en 2010 - Ensemble des entreprises

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Entreprises	Salariés	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Résultat courant avant impôt	Résultat comptable
			Total	À l'exportation					
	<i>Nombre</i>		<i>Million d'euros</i>						
Ensemble des industries agricoles et alimentaires	53 412	575 488	159 897	28 617	35 762	21 847	11 281	7 697	6 408
Artisanat commercial	39 894	158 624	11 638	44	5 628	4 178	1 309	792	826
Charcuterie	4 334	14 168	1 642	10	591	432	138	98	98
Boulangerie-pâtisserie	35 560	144 456	9 995	35	5 036	3 746	1 170	694	728
Industrie agroalimentaire (hors artisanat commercial)	13 518	416 864	148 259	28 572	30 134	17 669	9 972	6 904	5 582
Industries alimentaires (hors artisanat commercial)	10 942	371 705	123 453	21 100	23 375	15 033	6 730	4 342	3 656
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 462	115 342	30 656	3 386	5 387	4 047	889	470	296
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	312	12 747	3 142	297	612	437	139	74	51
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 082	26 182	7 582	1 303	1 570	1 014	455	305	166
Fab. huile et graisse végétale & animale	209	3 038	3 372	688	426	164	210	179	101
Fabrication de prod. laitiers	1 250	55 984	25 495	4 522	3 643	2 416	977	447	310
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	502	14 449	6 397	2 764	1 443	757	551	446	418
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 336	46 627	10 033	1 149	2 693	1 781	752	462	324
Fabrication autres produits alimentaires	3 351	78 892	25 890	5 358	6 026	3 482	2 188	1 515	1 424
Fabrication d'aliments pour animaux	438	18 444	10 887	1 635	1 576	934	569	444	566
Fabrication de boissons	2 571	43 321	23 579	7 106	6 151	2 437	2 977	2 168	1 564
Fabrication de produits à base de tabac	5	1 838	1 228	366	609	200	265	395	362

Champ : ensemble de toutes les entreprises, Dom et artisanat commercial inclus.
Sources : Insee - Esane, Retraitement SSP (Données provisoires)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur les IAA sont :

Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre

- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « L'activité des IAA se stabilise au troisième trimestre 2012 », Synthèses n° 2013/200, janvier 2013
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses n° 2012/185, juillet 2012
- « IAA : la forte progression de l'activité ralentit au second semestre 2011 », Synthèses n° 2012/177, avril 2012
- « Le dynamisme des IAA se maintient au troisième trimestre 2011 », Synthèses n° 2012/171, janvier 2012
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « IAA : la conjoncture reste favorable au deuxième trimestre 2011 », Synthèses n° 2011/158, octobre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses n° 2011/147, avril 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèses n° 2010/125, septembre 2010

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2013

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr